



Assemblée générale

Distr. générale
19 novembre 2021
Français
Original : anglais

Soixante-seizième session

Point 166 de l'ordre du jour

Financement des activités découlant de la résolution

1863 (2009) du Conseil de sécurité

**Exécution du budget du Bureau d'appui des Nations
Unies en Somalie pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2020
au 30 juin 2021**

Rapport du Secrétaire général

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	5
II. Exécution du mandat.	5
A. Considérations générales	5
B. Exécution du budget	8
C. Activités d'appui de la mission	15
D. Coopération avec des entités des Nations Unies au niveau régional	15
E. Partenariats, coordination avec l'équipe de pays et missions intégrées	16
F. Cadres de budgétisation axée sur les résultats	17
III. Exécution du budget	32
A. Ressources financières	32
B. Récapitulatif des réaffectations de ressources	33
C. Évolution des dépenses mensuelles	34
D. Autres produits et ajustements	34
E. Matériel appartenant aux contingents : matériel majeur et soutien logistique autonome	35
F. Contributions non budgétisées	35
IV. Analyse des écarts	36



V.	Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre	40
VI.	Récapitulatif des mesures prises pour donner suite aux décisions et demandes formulées par l'Assemblée générale dans sa résolution 75/306	41

Résumé

La corrélation entre les dépenses de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021 et les objectifs du Bureau d'appui des Nations Unies en Somalie (BANUS) est mise en évidence dans des tableaux du cadre de budgétisation axée sur les résultats.

Au cours de l'exercice considéré, en dépit des restrictions imposées par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), le BANUS a continué de s'acquitter des principales tâches qui lui ont été confiées, contribuant efficacement à l'exécution des mandats de la Mission de l'Union africaine en Somalie, facilitant l'expansion de la Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie et s'employant à mener à bien les autres activités prévues par son mandat.

Les dépenses du BANUS se sont élevées à 525,6 millions de dollars au cours de cet exercice, soit un taux d'utilisation des ressources de 95,5 %, contre 522,5 millions de dollars et un taux d'utilisation des ressources de 92,5 %, pendant l'exercice 2019/20.

Le solde inutilisé de 25 millions de dollars s'explique principalement par le fait que le montant des dépenses afférentes au personnel civil et des dépenses opérationnelles a été moins élevé que prévu, d'où une sous-utilisation des crédits qui a été en partie contrebalancée par des dépenses au titre du personnel militaire et de police supérieures aux prévisions.

L'augmentation des dépenses au titre du personnel en tenue (14,5 millions de dollars) est principalement due à des coûts plus élevés que prévu pour le matériel majeur appartenant aux contingents, en raison des paiements effectués aux pays fournisseurs de contingents pour le matériel endommagé lors d'actes d'hostilité et de l'application rétroactive de coefficients de majoration.

La sous-utilisation des ressources destinées au personnel civil (1,1 million de dollars) s'explique principalement par des coûts inférieurs aux prévisions pour la prime de risque, en raison d'un nombre plus important que prévu de membres du personnel travaillant hors de Somalie dans le contexte de la pandémie de COVID-19.

La diminution des dépenses opérationnelles (38,4 millions de dollars) s'explique principalement par des dépenses inférieures aux prévisions au titre des opérations aériennes et des fournitures, services et équipements divers, car les frais de location et d'exploitation des avions et des hélicoptères et les autres frais de fret ont été moins élevés que prévu en raison principalement du nombre d'acquisitions inférieur aux prévisions dans le contexte de la pandémie de COVID-19 et, par ailleurs, la consommation et le prix du carburéacteur ont baissé. Cette diminution des dépenses opérationnelles a été en partie contrebalancée par des dépenses plus élevées que prévu au titre des installations et infrastructures et des opérations maritimes.

Exécution du budget : ressources financières(En milliers de dollars des États-Unis; exercice budgétaire allant du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021.)

Catégorie	Montant alloué	Dépenses	Variation	
			Montant	Pourcentage
Militaires et personnel de police	136 659,4	151 154,4	(14 495,0)	(10,6)
Personnel civil	86 364,2	85 314,2	1 050,0	1,2
Dépenses opérationnelles	327 585,0	289 147,1	38 437,9	11,7
Total brut	550 608,6	525 615,7	24 992,9	4,5
Recettes provenant des contributions du personnel	7 338,9	7 842,6	(503,7)	(6,9)
Total net	543 269,7	517 773,1	25 496,6	4,7
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	—	—	—	—
Total	550 608,6	525 615,7	24 992,9	4,5

Exécution du budget : ressources humaines

Catégorie	Effectif approuvé ^a	Effectif prévu	Effectif réel (moyenne)	Taux de vacance (pourcentage) ^b
Contingents des Nations Unies	70	10	10	—
Contingents de l'Union africaine	18 586	18 586	18 496	0,5
Police de l'Union africaine	240	240	208	13,3
Unités de police constituées de l'Union africaine	800	800	592	26,0
Personnel recruté sur le plan international	368	368	340	7,6
Personnel recruté sur le plan national				
Administrateurs	40	40	32	20,0
Services généraux	149	149	108	27,5
Volontaires des Nations Unies				
Recrutés sur le plan international	20	20	16	20,0
Personnel fourni par des gouvernements	6	6	4	33,3

^a Niveau maximum de l'effectif autorisé.^b Compte tenu de l'effectif réel et de l'effectif prévu, mois par mois.

Les décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre sont énoncées à la section V du présent rapport.

I. Introduction

1. Le projet de budget du Bureau d'appui des Nations Unies en Somalie (BANUS) pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021, que le Secrétaire général a présenté dans son rapport du 27 février 2020 ([A/74/722](#)), s'élevait à un montant brut de 558 531 300 dollars (montant net : 551 192 400 dollars). Il devait couvrir le déploiement des effectifs suivants : jusqu'à 70 membres des contingents des Nations Unies, 18 586 militaires de la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM), 1 040 membres du personnel de police de l'AMISOM (dont 800 membres d'unités constituées), 368 fonctionnaires recrutés sur le plan international, 189 fonctionnaires recrutés sur le plan national (dont 40 administrateurs), 20 Volontaires des Nations Unies et 6 membres du personnel fourni par des gouvernements.
2. Dans son rapport du 24 avril 2020, le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a recommandé que l'Assemblée générale ouvre un crédit d'un montant brut de 554 408 600 dollars pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021 ([A/74/737/Add.8](#), par. 25).
3. Dans sa résolution [74/295](#) et sa décision 74/571, l'Assemblée générale a décidé d'ouvrir un crédit d'un montant brut de 550 608 600 dollars (montant net : 543 269 700 dollars) destiné à financer le fonctionnement du Bureau d'appui au cours de l'exercice 2020/21. La totalité de ce montant a été mise en recouvrement auprès des États Membres.

II. Exécution du mandat

A. Considérations générales

4. Le Conseil de sécurité a établi le mandat concernant l'appui à l'AMISOM dans sa résolution [1863 \(2009\)](#) et l'a prorogé dans des résolutions ultérieures. Il a défini le mandat pour l'exercice considéré dans ses résolutions [2472 \(2019\)](#), [2498 \(2019\)](#), [2500 \(2019\)](#), [2516 \(2020\)](#), [2520 \(2020\)](#), [2540 \(2020\)](#) et [2058 \(2021\)](#).
5. Le Bureau d'appui de l'ONU pour la Mission de l'Union africaine en Somalie (UNSOA) a été chargé de fournir un dispositif d'appui logistique à l'AMISOM pour aider le Gouvernement somalien à stabiliser le pays, à faciliter l'acheminement de l'assistance humanitaire et à créer des conditions propices à la stabilisation, à la reconstruction et au développement à long terme de la Somalie.
6. Par sa résolution [2102 \(2013\)](#), le Conseil de sécurité a décidé de créer la Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie (MANUSOM), en situant son quartier général à Mogadiscio et en y intégrant l'UNSOA et, par sa résolution [2093 \(2013\)](#), il a chargé le Bureau de fournir des services d'appui à la MANUSOM. Dans sa résolution [2592 \(2021\)](#), il a prorogé jusqu'au 31 mai 2022 le mandat de la MANUSOM.
7. Dans sa résolution [2124 \(2013\)](#), le Conseil de sécurité a prié l'UNSOA d'appuyer à titre exceptionnel l'Armée nationale somalienne, dans les opérations qu'elle mène conjointement avec l'AMISOM, en lui fournissant des rations alimentaires et de l'eau, du carburant, des moyens de transport, des tentes et des moyens d'évacuation sanitaire intrathéâtre. Il a également décidé que cet appui devrait être financé par un fonds d'affectation spéciale des Nations Unies.
8. Dans sa résolution [2245 \(2015\)](#), le Conseil de sécurité a décidé que, compte tenu de l'élargissement de la mission de l'UNSOA depuis sa création, le Bureau serait rebaptisé Bureau d'appui des Nations Unies en Somalie (BANUS) et chargé de fournir

un appui à l'AMISOM, à la MANUSOM et à l'Armée nationale somalienne lors des opérations menées conjointement avec l'AMISOM, son personnel devant veiller à ce que cet appui soit effectivement fourni à l'Armée nationale somalienne dans le respect des dispositions de la politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme en cas d'appui de l'ONU à des forces de sécurité non onusiennes. Dans la même résolution, le Conseil a décidé d'élargir l'appui à l'AMISOM en y incluant 70 membres du personnel civil de la Mission et a renforcé l'appui logistique en prévoyant de rembourser aux pays fournisseurs de contingents les frais relevant de diverses catégories de soutien logistique autonome.

9. Dans sa résolution [2372 \(2017\)](#), le Conseil de sécurité a pris note de l'examen de l'AMISOM mené conjointement par l'Union africaine et l'ONU et soutenu le transfert aux forces de sécurité somaliennes d'activités assurées par l'AMISOM dans le domaine de la sécurité, transfert qui se ferait de manière progressive et selon certaines conditions. Dans la résolution [2431 \(2018\)](#), il a prié le Secrétaire général de fournir un dispositif d'appui logistique aux 10 900 agents en tenue des forces de sécurité somaliennes faisant officiellement partie du dispositif national de sécurité, dans le cadre des opérations menées conjointement avec l'AMISOM, en application du Plan de transition des Nations Unies pour la Somalie et conformément aux dispositions de l'alinéa f) du paragraphe 2 de la résolution [2245 \(2015\)](#) ayant aussi servi à appuyer l'Armée nationale somalienne.

10. Dans sa résolution [2520 \(2020\)](#), le Conseil de sécurité a décidé de maintenir le déploiement de l'AMISOM, jusqu'à un effectif maximum de 19 626 agents, en tenue, notamment celui d'au minimum 1 040 agents de police de la Mission, dont cinq unités de police constituées, et a également prié le Secrétaire général de renforcer l'appui apporté aux forces de sécurité somaliennes, de sorte que celles-ci comptent 3 000 membres supplémentaires (13 900, contre 10 900 précédemment), dont une part appropriée de membres de la police fédérale et de la police des États.

11. Dans la même résolution, le Conseil de sécurité a engagé le Gouvernement fédéral somalien à réviser le plan de transition dirigé par les Somaliens d'ici à la fin du mois de septembre 2020 et a demandé que l'AMISOM et les forces de sécurité somaliennes collaborent avec le BANUS pour procéder aux ajustements nécessaires avec les partenaires et faciliter l'exécution des tâches énoncées dans le plan de transition actualisé, y compris pour ce qui est du mentorat, de la formation, du matériel, du renforcement des capacités et du soutien aux activités de préparation pour assurer la tenue en toute sécurité des élections d'ici à la fin 2020 ou au début 2021. Le Conseil a également demandé à l'AMISOM de conseiller et aider les forces de sécurité somaliennes, notamment pour ce qui est de l'encadrement des forces militaires somaliennes en matière de préparation au combat et de la formation des services de police somaliens, et de mener des offensives ciblées et planifiées conjointement qui soutiennent le plan de transition actualisé et sont strictement conformes à la politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme. Le Conseil a en outre demandé au Gouvernement fédéral somalien de convenir avec l'ONU d'un mémorandum d'accord sur les conditions de la fourniture d'un appui de l'ONU aux forces de sécurité somaliennes et l'a exhorté à énoncer un plan stratégique clair pour créer de nouvelles forces de sécurité prévoyant l'intégration des forces régionales.

12. Conformément à la demande formulée par le Conseil de sécurité dans sa résolution [2520 \(2020\)](#), le Secrétaire général a procédé à une évaluation indépendante destinée à présenter des options relatives à l'appui international à la sécurité globale en Somalie après 2021. L'équipe d'évaluation, qui a mené ses travaux entre septembre et décembre 2020, a examiné un large éventail d'options, allant d'une opération de stabilisation des Nations Unies à une opération conjointe Union africaine-ONU, à une

coalition régionale ad hoc ou à la reconfiguration de l'AMISOM. Après avoir examiné cet éventail d'options, l'évaluation indépendante a conclu qu'une AMISOM reconfigurée était l'option la plus viable.

13. Outre l'évaluation indépendante conduite par l'ONU, le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, aux termes du communiqué publié à l'issue de sa 978^e réunion, tenue le 9 février 2021, a créé une équipe d'évaluation indépendante de l'Union africaine chargée d'entreprendre une évaluation des engagements de l'Union africaine en et avec la Somalie après 2021. L'équipe a commencé ses travaux entre avril et mai 2021. Les options de l'évaluation ont été passées en revue par le Gouvernement fédéral somalien et l'Union africaine les 18 et 19 août 2021 et une déclaration conjointe a été publiée pour annoncer l'intention d'envisager une mission de transition de l'Union africaine, y compris l'élaboration d'un concept des opérations applicable, réalisable et novateur d'ici au 31 octobre 2021, ainsi que de donner à l'Union africaine et au Gouvernement fédéral somalien les moyens de déterminer comment mettre en œuvre le plan de transition pour la Somalie de manière rapide.

14. Les évaluations indépendantes de l'ONU et de l'Union africaine visaient à revoir les objectifs stratégiques de la mission afin d'établir un mandat contribuant et favorisant la mise en œuvre du plan de transition actualisé. Elles visaient en outre à mettre en évidence les mesures à prendre en 2021 pour faire en sorte qu'un appui continue d'être fourni en 2022 aux actions menées par la Somalie pour préserver la sécurité dans le pays, notamment grâce à une mission de l'Union africaine reconfigurée qui serait mieux à même de faire face à la menace fluctuante posée par les Chabab et les groupes d'opposition armés et qui s'emploierait principalement à aider les forces de sécurité somaliennes à assumer au premier chef la responsabilité en matière de sécurité.

15. En février 2021, le Gouvernement fédéral somalien a publié le plan de transition révisé, qui comprend cinq objectifs stratégiques : a) affaiblir les Chabab en réduisant les zones sous leur contrôle, en restreignant leur liberté de mouvement, en limitant leur accès aux flux financiers illicites et en faisant en sorte qu'ils ne puissent se procurer et utiliser des armes et des engins explosifs improvisés ; b) améliorer la coordination et la hiérarchisation des interventions des partenaires internationaux ainsi que leur coordination au niveau gouvernemental, notamment par le biais du comité directeur stratégique du plan de transition ; c) sécuriser et stabiliser les principales zones d'influence et les principaux itinéraires de ravitaillement, conformément aux priorités opérationnelles convenues ; d) développer les capacités et les compétences des institutions de sécurité et de justice ainsi que des autorités locales relevant du gouvernement fédéral et des États membres de la fédération ; et e) développer les capacités et les moyens des forces de sécurité somaliennes.

16. Le plan de transition somalien actualisé envisageait la reconfiguration de l'AMISOM de manière à ce qu'elle s'emploie avant tout à autonomiser et à soutenir les forces de sécurité somaliennes et à assurer la protection de la présence des Nations Unies en Somalie. La Mission serait également habilitée à entamer le travail initial de reconfiguration dans chaque secteur afin d'assurer des fonctions d'appui dans les domaines suivants : lutte contre les engins explosifs improvisés ; surveillance, reconnaissance et localisation des objectifs ; appui au commandement et aux communications ; coordination civilo-militaire ; évacuations sanitaires liées à la COVID-19 ; génie ; mise en place d'une force mobile d'intervention rapide dans chaque secteur. Conformément au plan de transition somalien actualisé et au cadre de responsabilité mutuelle, les responsabilités en matière de sécurité seront transférées progressivement de l'AMISOM aux forces de sécurité somaliennes. L'AMISOM

devrait continuer à avoir besoin de ressources pour aider les forces à exécuter le plan de transition.

17. Dans sa résolution [2568 \(2021\)](#), le Conseil de sécurité a accueilli avec satisfaction le Plan de transition pour la Somalie et a demandé aux partenaires internationaux d'aider le pays à respecter ces engagements, notamment en veillant à ce que les tâches et priorités stratégiques de l'AMISOM appuient le transfert à la Somalie des responsabilités en matière de sécurité. Dans la même résolution, il a souligné à nouveau qu'il importait que l'AMISOM et les forces de sécurité somaliennes travaillent conjointement avec le BANUS en vue de fournir un appui logistique, et d'assurer entre autres la sécurité des aéroports et des convois, la protection des civils et la protection des principales voies de ravitaillement et a prié également le Secrétaire général d'étendre l'appui apporté par l'ONU aux forces de sécurité somaliennes, de manière à intégrer la formation, le matériel et le mentorat, afin de contrer la menace que représentent les engins explosifs improvisés. Le Conseil a demandé à l'Union africaine et au Gouvernement fédéral somalien de procéder conjointement à une mise à jour du concept des opérations de l'AMISOM, conformément au Plan de transition, qui s'étendrait jusqu'à la fin de 2023, et ce en étroite collaboration avec les États membres de la fédération, et de la lui présenter à la fin août 2021. Il a également prié le Secrétaire général d'élaborer d'ici à la fin septembre 2021, conjointement avec l'Union africaine et en consultation avec le Gouvernement fédéral somalien et les donateurs, une proposition sur les objectifs stratégiques, la taille et la composition de la future mission reconfigurée de l'Union africaine à partir de 2022 et l'a prié en outre de dresser, en consultation avec toutes les parties prenantes, un ensemble d'options relatives à la poursuite après 2022 du soutien logistique fourni par l'ONU, notamment à la MANUSOM et aux forces de sécurité somaliennes, parallèlement à une mission reconfigurée de l'Union africaine, et de les lui présenter au plus tard à la fin octobre 2021.

18. Dans le cadre de cet objectif général, le BANUS a contribué à plusieurs réalisations au cours de l'exercice, en exécutant les principaux produits décrits dans les tableaux ci-après.

19. On trouvera dans le présent rapport une évaluation des résultats de l'exercice 2020/21, établie sur la base des tableaux axés sur les résultats présentés dans le budget. En particulier, y sont mis en regard, d'une part, les indicateurs de succès effectifs – qui mesurent les progrès accomplis pendant l'exercice par rapport aux réalisations escomptées – et les indicateurs de succès prévus, et, d'autre part, les produits exécutés et les produits prévus.

B. Exécution du budget

20. Durant l'exercice considéré, le BANUS s'est attaché en priorité à fournir à l'AMISOM un soutien logistique intégré pour lui permettre de s'acquitter de son mandat, notamment dans le cadre de la campagne militaire menée contre les Chabab, tout en fournissant un soutien administratif, technique et logistique rapide et efficace à la MANUSOM. Il s'est acquitté de son mandat en recourant à une combinaison de modalités de prestation de services, se caractérisant notamment par un effectif allégé, le recours à des fournisseurs extérieurs privés et la fourniture de services sur le théâtre d'opérations par les contingents de l'AMISOM conformément aux dispositions des mémorandums d'accord. En mars 2020, avec le début de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), ses priorités ont changé et il s'est surtout employé à aider l'ONU et l'AMISOM à atténuer et à prévenir les risques d'infection et à renforcer les capacités des services de santé. Malgré les retards pris par le processus électoral, qui

se prolongera au-delà de l'exercice considéré, le BANUS a continué de planifier la fourniture d'un appui essentiel aux aspects de ce processus liés à la sécurité.

21. Au cours de l'exercice considéré, le BANUS s'est acquitté de son mandat en contribuant efficacement à l'exécution des mandats de l'AMISOM, comme l'avait exigé le Conseil de sécurité dans ses résolutions [2124 \(2013\)](#), [2245 \(2015\)](#), [2372 \(2017\)](#), [2431 \(2018\)](#), [2472 \(2019\)](#), [2498 \(2019\)](#), [2500 \(2019\)](#), [2516 \(2020\)](#), [2520 \(2020\)](#), [2540 \(2020\)](#) et [2568 \(2021\)](#), ainsi qu'en facilitant l'expansion de la MANUSOM et en appuyant ses activités relatives aux programmes. Il a fourni un appui logistique à un effectif maximal autorisé de 19 626 agents en tenue et de 70 membres du personnel civil de l'AMISOM, ainsi qu'à un effectif maximal de 13 900 agents en tenue des forces de sécurité somaliennes. Tout appui fourni par le BANUS à l'AMISOM et aux forces de sécurité somaliennes l'a été conformément à la politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme établie par le Secrétaire général et sous l'autorité du Représentant spécial du Secrétaire général pour la Somalie.

22. Sur les unités de police constituées qui avaient été autorisées par le Conseil de sécurité, quatre ont été entièrement déployées au cours de la période considérée, mais le déploiement complet de la cinquième n'a pas pu avoir lieu, alors même que l'équipe préparatoire du pays fournisseur de personnel de police s'était rendue auprès du BANUS afin d'effectuer une inspection du lieu de déploiement. La collaboration avec l'Union africaine et le pays fournisseur de personnel de police s'est poursuivie afin qu'il puisse être procédé au déploiement de la cinquième unité de police constituée d'ici à la fin de 2021.

23. En février 2021, le Ministère de la défense a demandé une révision des priorités concernant la fermeture des bases opérationnelles avancées. Par la suite, en mars 2021, conformément au plan de transition somalien et dans le cadre de la reconfiguration de l'AMISOM, cette dernière et l'armée nationale somalienne sont convenues d'harmoniser les conditions du transfert des bases opérationnelles avancées pré-identifiées de l'AMISOM. Sur les sept bases opérationnelles avancées devant être fermées ou transférées aux forces de sécurité somaliennes, deux ont été fermées et une a été transférée : la base d'opérations avancée de Mashalay a été fermée le 23 janvier 2021 ; la base d'Afgooye a été transférée avec succès à l'armée nationale somalienne le 24 mars 2021 ; et la base de Marian Guwaay, dans le Bas-Chébéli, a été fermée le 20 juin 2021. La fermeture et le transfert des bases opérationnelles avancées devaient permettre à l'AMISOM de réaffecter ses contingents afin d'entreprendre des opérations mobiles conformément à son plan de reconfiguration. Le BANUS a continué d'apporter un appui à l'AMISOM à partir des postes de commandement de secteur, des états-majors de bataillon et des principaux sites tels que ceux de Mogadiscio, Kismayo, Dhooble, Baidoa, Beledweyne, Jawhar et Baledogle. Il incombe toujours à l'AMISOM de prendre la relève à partir de ces sites en utilisant ses propres moyens de livraison.

24. Au cours de l'exercice considéré, les activités d'amélioration de l'infrastructure existante et de renforcement des mesures de sécurité dans tous les sites d'opérations en Somalie se sont poursuivies et les travaux menés dans les états-majors de secteur ont été achevés. Les projets de construction du BANUS étaient axés principalement sur les améliorations essentielles à apporter aux dispositifs de sécurité et sur l'achèvement des projets pluriannuels approuvés. Les projets de construction d'un montant supérieur à 1 million de dollars qui étaient prévus pour l'exercice considéré et les projets pluriannuels prévus concernaient : a) la construction à Mogadiscio de nouveaux logements conformes aux normes de sécurité pour le personnel des prestataires de services, à la suite des attaques au mortier lancées en 2020 contre le complexe du Bureau d'appui ; b) la construction à Mogadiscio de centrales

électriques aux fins de la synchronisation des groupes électrogènes et de la réduction de la consommation de carburant et des effets sur l'environnement ; c) la construction d'infrastructures horizontales et verticales dans les domaines de l'électricité, de l'eau et de l'assainissement pour la Base de soutien logistique de Mombasa afin d'éliminer les dépenses annuelles liées à la location de locaux ; d) l'amélioration des puits existants, la construction de puits d'appoint et le forage de nouveaux puits d'eau à Mogadiscio et dans cinq secteurs. De plus, diverses activités ont été menées pour construire des infrastructures ou améliorer les infrastructures existantes et ainsi atténuer les effets de la pandémie de COVID-19.

25. Le BANUS a mené des campagnes de sensibilisation à l'environnement, formé tous les nouveaux arrivants à la gestion de l'environnement et diffusé les déclarations environnementales des missions. Il a également mené des inspections environnementales sur tous les sites soutenus et gérés afin de vérifier la conformité avec les meilleures pratiques environnementales. Il a rendu compte de ses performances environnementales deux fois par an en utilisant l'eAPP (résultats de la planification des mesures environnementales), anciennement plan d'action environnemental de la mission. Il a en outre créé un comité conjoint de haut niveau sur l'environnement, composé de la MANUSOM, de l'AMISOM et de l'équipe de pays des Nations Unies, afin d'assurer une supervision stratégique.

26. Le BANUS a aidé l'AMISOM à mettre au point ses procédures opérationnelles permanentes en matière de protection de l'environnement, qui ont été signées et promulguées en août 2020 par le Représentant spécial pour la Somalie de la présidence de la Commission de l'Union africaine. Il a également continué à dispenser une formation environnementale en face à face et en ligne aux pays fournisseurs de contingents et de personnel de police de l'AMISOM ainsi qu'une formation en ligne aux conseillers pour les questions de police et aux officiers d'état-major. Il a apporté un appui à l'AMISOM aux fins de la fermeture des bases opérationnelles avancées en veillant à ce que les sites soient restitués au gouvernement hôte dans un état environnemental conforme aux meilleures pratiques internationales.

27. Concernant la demande du Gouvernement fédéral somalien tendant à ce que le centre de gestion des déchets soit déplacé en dehors de l'aéroport international Aden Adde, le BANUS attend que le Gouvernement lui indique d'autres emplacements possibles avant de donner sa réponse. Il s'efforcera de réduire au minimum l'impact de cette réinstallation. Dans l'attente d'une décision sur la relocalisation, les déchets ont été transportés à l'extérieur de l'aéroport pour être éliminés, car le personnel national du fournisseur commercial de gestion des déchets ne pouvait pas accéder au camp en raison des restrictions liées à COVID-19.

28. Le BANUS a continué d'exploiter son parc automobile composé de véhicules légers de transport de passagers, de véhicules blindés, d'engins du génie, de véhicules de combat, de véhicules de transport de marchandises et de véhicules spécialisés, y compris les véhicules de type militaire fournis par des donateurs, et a maintenu les contrats souples d'entretien et de réparation de véhicules qu'il avait conclus avec des fournisseurs extérieurs privés dans tous ses sites en Somalie. Il a considérablement réduit son parc automobile en améliorant les services de transport et en encourageant le personnel à prendre le bus et à faire du covoiturage pour se déplacer à Mogadiscio.

29. Au cours de l'exercice considéré, le BANUS a assuré l'exploitation et l'entretien de 23 aéronefs, dont 6 avions (2 mis à disposition dans le cadre d'un accord global) et 17 hélicoptères. La situation sécuritaire a continué de se détériorer et les itinéraires d'approvisionnement par la route n'étaient pas accessibles en raison des conditions météorologiques, ce qui a entraîné une forte dépendance à l'égard de l'appui aérien, nécessitant l'utilisation de huit hélicoptères de manœuvre pour répondre aux besoins critiques des missions. Deux hélicoptères d'évacuation

médicale ont assuré des rotations 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 pour venir en aide, en autres, aux contingents dans les bases opérationnelles avancées ; et tous les secteurs ont été desservis par le transport aérien de recherche et de sauvetage. Un avion ambulance Aair à turbopropulseur léger (B-200) a été déployé en mai 2021 afin d'assurer des services d'évacuation médicale 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 entre les sites de l'ONU et les hôpitaux de référence désignés pour toutes les catégories de patients, y compris les patients gravement malades et hautement contagieux. Quatre hélicoptères militaires ont été déployés en décembre 2020 dans le cadre d'une lettre d'attribution.

30. Le BANUS a réussi à mettre pleinement en œuvre ses plans d'ensemble visant à développer le réseau étendu à plusieurs niveaux en combinant les services satellitaires d'O3b, les services Internet locaux et les services satellitaires d'Intelsat. Il s'est agi notamment de mettre en service des solutions sans fil et câblées et des centres de données conteneurisés pour répondre aux besoins informatiques du quartier général, des bataillons et des bases opérationnelles avancées de l'AMISOM en Somalie. La pandémie de COVID-19 a beaucoup nui aux actions menées pour mettre en place des dispositifs de lutte contre la menace roquettes-artillerie-mortiers. À ce jour, seuls deux de ces dispositifs, celui à Mogadiscio et celui à Kismaayo, sont pleinement opérationnels. La mise en place des trois dispositifs restants est toujours en cours, mais se heurte à des défis logistiques importants.

31. Le BANUS a également réussi à mettre pleinement en œuvre ses plans d'ensemble visant à poursuivre l'extension du réseau TETRA, des systèmes de transmission radio par satellite à émission directe (Iridium), des réseaux radio à haute fréquence et des réseaux du système d'interopérabilité radio, y compris d'équipements tels que des liaisons hertziennes, des terminaux VSAT et des tours de communication, afin de couvrir les zones où l'AMISOM et les forces de sécurité somaliennes devraient mener des opérations conjointes. Les plans visant à élaborer et à mettre en œuvre des initiatives en matière d'énergies renouvelables, comme l'énergie solaire, n'ont été que partiellement réalisés au cours de la période considérée, en raison des défis logistiques posés par la COVID-19. Le BANUS a néanmoins mené des initiatives plus larges de renforcement des capacités par le biais de son programme de commandement, de contrôle, de communication et de renseignement (C3I), en ayant recours à une salle de classe virtuelle pour le personnel de l'AMISOM et des forces de sécurité somaliennes.

32. En soutien à l'AMISOM et aux forces de sécurité somaliennes, le BANUS a continué de gérer des installations médicales de niveau II à Mogadiscio, Dhooble, Baidoa et Beledweyne. Le BANUS continuera de fournir des services médicaux de niveau I au personnel en civil dans le cadre du régime des engagements à Mogadiscio et d'exploiter des unités médicales dans les secteurs pour les clients ne relevant pas de l'AMISOM. En réponse à la pandémie de COVID-19, la capacité de prise en charge a été accrue grâce à la mise en place à Mogadiscio d'un centre de dépistage de la COVID-19 utilisant la méthode de la réaction en chaîne par polymérase après transcription inverse, qui est opérationnel 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, et d'une unité de soins intensifs/de haute dépendance de 10 lits à Mogadiscio. Le centre de dépistage a été mis à la disposition de tous, y compris pour les voyages à l'étranger, et sa présence à Mogadiscio a éliminé la nécessité d'envoyer des échantillons au Kenya à des fins de dépistage.

33. Le BANUS a aidé les installations de niveau II de l'AMISOM dans les secteurs à mettre en place une unité de soins intensifs/de haute dépendance de deux lits, avec des capacités d'isolement. Le contrat de services de santé commerciaux concernant l'installation de niveau I-plus du BANUS à Mogadiscio a été modifié pour prévoir à Mogadiscio, dans les secteurs de l'AMISOM et à Garoowe le personnel de renfort

nécessaire pour fournir un soutien clinique dans la gestion des cas de COVID-19. Des procédures opérationnelles permanentes, conformes aux normes de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) sur la prévention et la maîtrise des infections, ont été élaborées et approuvées pour les installations médicales de l'ONU et de l'AMISOM. Le BANUS a passé également des contrats avec quatre prestataires de services médicaux de niveau III à Nairobi afin de libérer de l'espace à titre prioritaire pour compléter les 100 lits dont dispose l'ONU à l'hôpital de Nairobi pour la prise en charge des patients contaminés. Avant l'introduction du dispositif mondial d'évacuation médicale COVID-19, il a aussi passé des contrats avec deux prestataires de services tiers pour l'évacuation médicale du personnel.

34. Au début de la pandémie, se fondant sur les directives de l'OMS, le BANUS a élaboré des plans détaillés des besoins aux fins de la constitution de six mois de stocks stratégiques d'équipements de protection individuelle, devant être alimentés en faisant appel à la Division des achats de l'ONU, au Centre de services mondial, à la coopération interorganisations et aux fournisseurs régionaux et locaux afin de réduire le risque de pénurie. Des équipements de protection individuelle, notamment des masques, du savon, des désinfectants pour les mains, des combinaisons, des blouses et des thermomètres, ont été fournis en temps utile, y compris à l'AMISOM. La formation aux procédures de prévention et de maîtrise des infections a été renforcée dans l'ensemble de la zone d'opérations.

35. Le BANUS s'est encore attaché, au cours de la période considérée, à réduire les risques et les dangers liés à la présence d'explosifs et à en atténuer l'incidence en assurant des formations et un encadrement dans les six secteurs grâce à la mise à disposition de 20 équipes de neutralisation des explosifs et munitions. Ces équipes ont continué d'encadrer et d'équiper le personnel de l'AMISOM et de renforcer ses capacités en matière de recherche et de détection des risques d'explosion. Au cours de la période, 4 931 soldats de l'AMISOM ont reçu une formation à la réduction des risques d'explosion. Une formation préalable au déploiement a également été dispensée à 719 soldats de l'AMISOM originaires d'Ouganda, du Burundi, du Kenya et de Djibouti, afin de les préparer à leur déploiement en Somalie et de réduire ainsi les besoins en formation une fois qu'ils seront arrivés sur place. En outre, le Service de la lutte antimines a facilité 317 missions d'unités de soutien auprès de l'AMISOM. Un appui technique a également été fourni aux secteurs de l'AMISOM et à son quartier général au moyen d'évaluations des risques et d'analyses techniques des incidents liés aux engins explosifs improvisés (34 comptes rendus d'incident ou « SIGACT » – correspondant à une sous-catégorie des incidents liés aux engins explosifs improvisés – ont été pris en compte dans les rapports mensuels sur ces incidents). Au total, 25 équipes de chiens détecteurs d'explosifs ont été déployées, répondant à 100 % des demandes de recherche du BANUS. En outre, le Service de la lutte antimines a formé 352 soldats de l'armée nationale somalienne à la réduction des risques liés aux engins explosifs improvisés, conformément au plan de transition somalien. Enfin, il a déployé 16 relais communautaires et 40 spécialistes de la sensibilisation aux dangers, qui ont mené une enquête portant sur 370 villages et 374 itinéraires et dispensé une éducation aux risques liés aux explosifs à 43 481 civils menacés. Il a également déployé quatre équipes polyvalentes et six équipes de détection des mines qui ont mené des enquêtes et procédé à des opérations de déminage sur 15 000 km² environ de terrain et détruit 1 901 restes explosifs de guerre et 15 mines terrestres pour faciliter les mouvements des contingents ainsi que les initiatives de stabilisation de l'AMISOM.

36. Le BANUS a continué d'améliorer la qualité de vie du personnel, en assurant la mise en place et la promotion de programmes et d'installations de détente et de loisirs, notamment de structures récréatives et sportives, et en organisant des activités visant à améliorer le moral du personnel et à renforcer l'esprit d'équipe. Il a également

cherché à atténuer les effets de la COVID-19 sur le personnel en organisant en ligne des activités de mobilisation destinées aux collègues qui n'étaient pas dans la zone de la mission ou ne pouvaient se réunir en personne en raison des restrictions imposées. Pour promouvoir la sécurité et la santé au travail, le BANUS a organisé une formation à l'intention des superviseurs, du personnel et des prestataires de services extérieurs qui portait sur la sensibilisation à ces questions, l'identification des risques et la mise en place de mesures de contrôle et d'atténuation. Il a également continué de suivre les activités des clients et des prestataires de services extérieurs afin de réduire très tôt les risques potentiels et publié des directives personnalisées afin de donner à son personnel des conseils sur les normes de santé et de sécurité au travail.

37. Le fonctionnement des installations d'entreposage et de stockage du BANUS a continué de pâtir de la pandémie de COVID-19, les effectifs de personnel recruté sur le plan international se trouvant réduits en raison du plan de rotation, tandis que le personnel recruté sur le plan national a fait usage des modalités de travail exceptionnelles. L'ensemble du personnel des entrepôts, y compris le personnel des sous-traitants, s'est trouvé soumis à des protocoles de quarantaine et toute manipulation de matériel a été assujettie à des protocoles exigeant l'isolement et le nettoyage pour prévenir l'infection. Malgré les capacités réduites et les contraintes, les tâches essentielles ont pu être menées à bien, de même que les activités de gestion des crises. La Base de soutien logistique de Mogadiscio a continué d'exercer ses fonctions de réception, de stockage, de distribution et de cession, des entrepôts régionaux ont été mis en service à Jawhar, Baidoa, Kismaayo et Beledweyne et l'équipe de Nairobi a poursuivi ses activités de réception et de distribution.

38. La Section des transports a sous-traité les services de conduite et d'expédition à des prestataires de services extérieurs, qui ont assuré environ 70 % des services à Mogadiscio et dans les secteurs et 60 % à Nairobi. Cependant, en raison de la COVID-19, la plupart des services d'expédition n'étaient pas opérationnels, à l'exception des services de ramassage et de dépôt dans les aéroports.

39. Malgré la pandémie de COVID-19, le BANUS continuera de former et d'encadrer le personnel de l'AMISOM en assurant des fonctions d'appui, notamment dans les domaines suivants : médecine, transmissions, contrôle des mouvements, sûreté et sécurité aériennes, gestion du matériel, gestion des stocks, réparation et récupération des véhicules, purification de l'eau, gestion des déchets, gestion de l'environnement, production et distribution d'électricité, opérations de génie et restauration. Toutes les activités de formation ont été conformes à la politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme établie par le Secrétaire général. Le BANUS a également continué de suivre et d'évaluer la formation préalable au déploiement dispensée par les pays fournisseurs de contingents et du personnel de police à l'AMISOM afin de s'assurer qu'elle était conforme à cette politique. En raison de la pandémie de COVID-19, des approches mixtes (associant le présentiel et le virtuel) ont été utilisées pour dispenser la plupart des activités de formation.

Pandémie de maladie à coronavirus

40. Le 5 mars 2020, sur la base du principe d'unité d'action des Nations Unies, le Représentant spécial du Secrétaire général pour la Somalie a créé une équipe spéciale COVID-19, au sein de laquelle étaient représentés la MANUSOM, le BANUS, l'équipe de pays des Nations Unies et l'AMISOM. Cette équipe était composée de 63 personnes réparties en quatre groupes (médical, logistique, communications et procédures/ressources humaines) et était dotée d'un organe exécutif. Le 17 mars, le Représentant spécial, qui était chargé de gérer la crise, a activé le dispositif des Nations Unies pour la gestion des crises en Somalie et intégré l'équipe spéciale à une

équipe exécutive de gestion de la crise afin qu'elle bénéficie de plus de ressources et que l'encadrement et la supervision soient assurés, de même que la continuité des opérations et la fourniture d'un soutien psychosocial au personnel et d'orientations en matière de télétravail, de retour des voyageurs, de réunions et de communication de crise.

41. Après que la COVID-19 eut été qualifiée par l'OMS de pandémie mondiale, toutes les entités des Nations Unies présentes en Somalie ont adopté une approche commune pour s'attaquer aux problèmes de santé et de sécurité. En raison de la situation sécuritaire à haut risque, notamment le nombre accru d'attaques au mortier contre le complexe du BANUS en 2020 et 2021, et de la capacité limitée des installations médicales du Bureau d'appui de répondre aux besoins des 27 000 membres du personnel international (dont près de 20 000 militaires et policiers de l'AMISOM), il a été jugé nécessaire de réduire les effectifs de personnel présents en Somalie et, afin de garantir une exécution ininterrompue du mandat, les responsables ont été invités à déterminer quelles fonctions nécessitant une présence sur place revêtaient un caractère critique et quel niveau de présence du personnel devait être maintenu en Somalie à tout moment pour les assurer.

42. Les entités des Nations Unies présentes en Somalie ont également mis en place un programme de rotation géré de façon centralisée pour que les membres du personnel recrutés sur le plan international exerçant des fonctions essentielles puissent revenir en alternance dans leur pays d'origine, au départ toutes les 12 semaines, puis, à compter d'août 2020, toutes les 8 semaines dans le cadre de modalités de travail exceptionnelles. Il a été conseillé à tous les membres du personnel dont la présence n'était pas requise en Somalie ou qui étaient vulnérables à la COVID-19 de télétravailler depuis leur pays d'origine ou d'un autre lieu de leur choix, d'abord aux termes d'un aménagement des modalités de travail flexibles, puis dans le cadre de modalités de travail exceptionnelles. Ces mesures ont permis le départ d'un grand nombre de membres du personnel de Somalie avant que des restrictions globales sur les voyages ne soient mises en place.

43. À partir de mars 2020, il a été demandé à tous les membres du personnel recrutés sur le plan national en Somalie et au Kenya de télétravailler dans le cadre de ces modalités et tous les membres du personnel du BANUS recrutés sur le plan international qui étaient basés au Kenya ont été tenus de télétravailler conformément aux directives de l'Office des Nations Unies à Nairobi. Seuls les membres du personnel exerçant des fonctions essentielles ont été autorisés à accéder aux locaux de l'Office.

44. La Section des services médicaux du BANUS a été chargée de contrôler que la quarantaine obligatoire de 14 jours était bien respectée par tout le personnel entrant en Somalie et séjournant dans des camps relevant du système des Nations Unies ainsi que et de gérer les cas de COVID-19 en Somalie pour les entités cliente en vertu du mandat, y compris les prestataires avec lesquels des mémorandums d'accord sur les services de santé avaient été signés. Le plan de prévention et d'intervention du BANUS prévoyait la création de « bulles » de population dans les camps et les sites, qui pouvaient être facilement confinées afin de limiter la transmission de la COVID-19 en cas d'épidémie. Le BANUS a été invité à rejoindre l'équipe spéciale COVID-19 du pays hôte et a établi des contacts avec le laboratoire national chargé de réaliser les tests de dépistage. De plus, il a apporté un appui au Gouvernement fédéral somalien, notamment en mettant à sa disposition trois structures d'isolement et en envoyant du personnel du Kenya en Somalie pour qu'il y mette en place, à trois endroits, des laboratoires de test et les équipements nécessaires.

45. Même si les membres de son personnel étaient géographiquement dispersés sur différents fuseaux horaires, le Bureau d'appui a continué de fournir des services de

qualité. Les hauts responsables ont continué de communiquer avec le personnel au moyen d'outils virtuels, en organisant des réunions d'information générale, en envoyant des bulletins d'information et en menant des enquêtes. Les supérieurs hiérarchiques sont restés en contact avec les membres du personnel afin de leur attribuer des tâches et de suivre les résultats obtenus. La flexibilité en matière de choix du lieu de travail a été rendue possible et encouragée grâce à l'application en ligne Teams et les membres du personnel ont pu se familiariser avec cette nouvelle technologie dans le cadre d'ateliers, de séances de formation et de tutoriels individuels. Le BANUS a dû précipitamment mettre en place, pour le personnel travaillant à distance, des activités de formation en ligne et virtuelles, en particulier dans des domaines de compétence pratique, en attendant que la formation en présentiel puisse reprendre. Face à la crise sanitaire liée à la COVID-19, l'AMISOM et la MANUSOM ont dû recourir davantage à des activités virtuelles dans le cadre des activités de programme et ont notamment diffusé des contenus d'information et des messages de sensibilisation afin de mieux faire connaître la pandémie au public.

46. Sur la base de l'expérience acquise en matière de télétravail dans le contexte de la pandémie de COVID-19, le BANUS est en train d'examiner les fonctions qui peuvent être efficacement exécutées à distance, ce qui permettra de formuler de futures propositions concernant l'effectif de personnel du Bureau d'appui présent en Somalie, dans le cadre d'une approche « Unis dans l'action ». La décision finale sera prise en consultation avec le siège de l'ONU et devrait tenir compte des travaux menés par, l'Équipe spéciale du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination chargée des politiques d'avenir pour le personnel des Nations Unies. Toute expérience supplémentaire acquise dans le cadre des activités d'apprentissage et de perfectionnement à distance permettra également de définir les futures configurations de la formation pour le personnel et les opérations du BANUS et de l'AMISOM.

C. Activités d'appui de la mission

47. Au cours de la période considérée, le BANUS ayant achevé sa transition conformément au dispositif mondial d'appui aux missions ainsi que la réorganisation progressive de ses fonctions et méthodes de travail a continué d'appliquer sa stratégie d'appui à l'AMISOM en utilisant à la fois ses compétences techniques internes et des services sous-traités auprès d'entités commerciales et en renforçant et employant ses propres capacités et celles de l'AMISOM. Il a continué d'œuvrer avec l'AMISOM et des prestataires dans le cadre de divers partenariats prévoyant que chaque partie apporte les ressources nécessaires à l'exécution de certaines tâches. Ces partenariats lui ont permis d'opérer plus efficacement dans des conditions de sécurité précaires, de réduire les besoins en personnel et d'autres coûts et de conférer à l'AMISOM la maîtrise de ses opérations d'appui tout en l'aidant à renforcer les capacités de son personnel.

D. Coopération avec des entités des Nations Unies au niveau régional

48. Le BANUS a continué de renforcer ses consultations avec la Commission de l'Union africaine, l'Autorité intergouvernementale pour le développement et le Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine. Il a également, malgré les restrictions de voyage imposées par la pandémie de COVID-19, élargi ses consultations au moyen de contacts virtuels de sa Chef avec les hauts responsables politiques des ministères de la défense et des affaires étrangères et les chefs des forces de défense des pays fournisseurs de contingents et de personnel de police de l'AMISOM. La Chef du BANUS a également continué à dialoguer avec les

ambassadeurs et les hauts-commissaires des partenaires et des pays accrédités au Kenya et en Somalie sur la fourniture de l'appui logistique du Bureau à l'AMISOM et aux forces de sécurité somaliennes et à solliciter des fonds pour les fonds d'affectation spéciale de l'AMISOM et des forces de sécurité somaliennes. Ces activités de sensibilisation et ces consultations ont renforcé les relations entre le BANUS et ses clients grâce à l'échange d'informations sur l'exécution des tâches prévues au mandat. Le BANUS a également coopéré avec le Centre de contrôle intégré des transports et des mouvements (aujourd'hui appelé Centre de déploiement et de soutien avancés) en ce qui concernait les services relatifs aux mouvements.

49. La Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS) a continué de faciliter les opérations de la Base d'appui de Mombasa et de s'appuyer sur cette dernière pour la gestion de ses activités liées au contrôle des mouvements. Le BANUS a en outre fourni une aide à la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo et à la MINUSS concernant l'acheminement des marchandises et le dédouanement à Mombasa (Kenya).

50. Le BANUS a continué de faire appel à la Section de l'appui centralisé aux achats d'Entebbe (Ouganda) pour rationaliser les services d'achat dans les régions de l'Afrique centrale et de l'Afrique de l'Est grâce à la planification conjointe des achats à l'échelon régional, à la mise au point d'une stratégie régionale d'achat, à la gestion régionale des fournisseurs et au regroupement des achats relevant des contrats-cadres régionaux.

51. Le Centre de services régional d'Entebbe a continué de fournir au Bureau d'appui des services de traitement (administratif) dans les domaines des ressources humaines et de la gestion financière, y compris l'intégration à distance du personnel dans le contexte de la pandémie de COVID-19.

52. Les besoins stratégiques en matière de transports aériens, notamment les accords contractuels relatifs aux aéronefs et à la relève des contingents, ont continué d'être gérés en coopération avec le Siège de l'ONU et le Centre stratégique des opérations aériennes à Brindisi (Italie), par l'intermédiaire duquel, dans le cadre de l'accord global passé avec des compagnies de transport aérien à la demande, le BANUS a utilisé deux aéronefs afin de livrer des équipements, des fournitures et des transports essentiels liés à la COVID-19.

E. Partenariats, coordination avec l'équipe de pays et missions intégrées

53. Pour renforcer l'efficacité des partenariats, assurer la planification conjointe, et améliorer l'appui logistique apporté à l'AMISOM, à la MANUSOM et aux forces de sécurité somaliennes et favoriser une communication rapide et transparente, le BANUS continuera de tenir des réunions périodiques et ponctuelles avec tous les partenaires aux niveaux stratégique et opérationnel afin de permettre une communication rapide et transparente, notamment par l'intermédiaire du Centre commun d'opérations d'appui, de la Cellule de soutien à l'Armée nationale somalienne et du Groupe de la coordination régionale. Ces réunions permettront également de veiller à ce que le soutien apporté par le Bureau soit aligné sur les priorités de tous les partenaires et que ces derniers prennent leurs décisions en tenant compte des incidences sur les besoins en ressources.

54. Au niveau politique, la Chef et le Directeur du BANUS ont fréquemment consulté leurs partenaires au siège de l'Union africaine, le Représentant spécial pour la Somalie de la présidence de la Commission de l'Union africaine et Chef de la Mission de l'Union africaine en Somalie, le commandant de la force, les représentants

des pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police, le Gouvernement fédéral somalien et des États Membres, dont les membres du Conseil de sécurité, afin de mobiliser et de coordonner l'appui à fournir à l'AMISOM et aux forces de sécurité somaliennes. Ils ont échangé leurs points de vue sur l'appui logistique fourni par le BANUS à l'AMISOM et aux forces de sécurité somaliennes, ont fait le point sur l'état des fonds d'affectation spéciale pour l'AMISOM et les forces de sécurité somaliennes et se sont efforcés de mobiliser des fonds afin de poursuivre l'exécution du mandat.

55. La Chef du BANUS tiendra régulièrement des consultations avec l'AMISOM, le Gouvernement fédéral et les dirigeants des forces de sécurité somaliennes afin de faciliter l'application des mesures d'atténuation des risques qui relèvent de la politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme et qui visent à gérer et à réduire les risques graves de violations de ces droits pendant les opérations de lutte contre le terrorisme et de sécurité menées par des forces soutenues par l'ONU. Dans le cadre de la présence intégrée des Nations Unies en Somalie, le BANUS a continué de participer à la coordination des réunions avec l'équipe de pays des Nations Unies en Somalie, le Groupe de travail conjoint ONU-AMISOM sur la politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme et le Forum de coordination des hauts responsables. Grâce à cette présence intégrée, l'AMISOM a pu s'associer plus facilement au processus politique de consolidation de la paix et d'édification de l'État.

56. Au cours de l'exercice considéré, le Bureau d'appui a contribué aux activités menées par l'équipe de pays des Nations Unies en Somalie pour aider les victimes de la sécheresse et des inondations, notamment en facilitant les travaux des Centres de coordination des opérations en cas de catastrophe de Mogadiscio, Baidoa et Beledweyne. Ses représentants du BANUS ont régulièrement participé aux réunions de l'équipe de pays, que le Bureau a également appuyée par l'intermédiaire de bureaux intégrés créés avec la MANUSOM dans les domaines de l'assistance électorale, de la réforme du secteur de la sécurité et d'autres domaines de programmes. À Mogadiscio et dans les secteurs, où le BANUS et la MANUSOM ont un complexe commun, le BANUS a mis des bureaux à disposition de l'équipe de pays des Nations Unies, y compris pour les opérations en cas de catastrophe. Dans le domaine stratégique, la coopération s'est poursuivie dans le cadre de réunions périodiques de l'équipe de coordination du dispositif de sécurité, placée sous l'égide de l'interlocuteur désigné et Représentant spécial du Secrétaire général, tandis que la coopération opérationnelle est assurée par le Bureau du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général (Coordonnateur résident et Coordonnateur de l'action humanitaire). Le Bureau a conclu un accord de prestation de services avec le Bureau du Coordonnateur résident afin de régulariser et d'accroître l'étendue de l'appui fourni.

F. Cadres de budgétisation axée sur les résultats

Composante 1 : Appui logistique

57. Les activités d'appui logistique du BANUS ont visé à fournir des services logistiques, administratifs et techniques efficaces et efficaces aux contingents de l'AMISOM et des Nations Unies, aux membres de la police de l'Union africaine, à la MANUSOM et aux forces de sécurité somaliennes lors des opérations menées conjointement avec l'AMISOM, les services fournis aux forces de sécurité somaliennes étant financés par un fonds d'affectation spéciale des Nations Unies. Dans l'exécution de son mandat, le BANUS a assumé diverses fonctions d'appui : services administratifs, construction et entretien de bureaux et de logements, soins de santé, mise en place et maintenance des systèmes informatiques et des systèmes de

communications, opérations de transport (aérien, maritime et terrestre), approvisionnement et reconstitution des stocks, lutte antimines et services de sécurité. Dans le tableau ci-dessous, les indicateurs de succès intéressant expressément les opérations du BANUS sont marqués d'un astérisque (*).

Réalisation escomptée 1.1 : Fourniture de services rapides, efficaces, efficients et judicieux par le dispositif d'appui logistique de l'ONU à l'AMISOM et aux forces de sécurité somaliennes

Indicateurs de succès prévus

Indicateurs de succès effectifs

1.1.1 Pourcentage des heures de vol approuvées qui ont été utilisées (à l'exclusion des opérations de recherche et de sauvetage et des évacuations sanitaires primaires et secondaires) (2018/19 : 101 % ; 2019/20 : 91 % ; 2019/20 : ≥ 90 %)

Pourcentage des heures de vol approuvées qui ont été utilisées (à l'exclusion des opérations de recherche et de sauvetage et des évacuations sanitaires primaires et secondaires) : 68 %

La baisse du nombre d'heures de vol est imputable à la pandémie de COVID-19.

1.1.2 Pourcentage annuel moyen de postes autorisés faisant l'objet d'un recrutement international qui ne sont pas pourvus (2018/19 : 8 % ; 2019/20 : 8,7 % ; 2020/21 : 9 %)

Pourcentage annuel moyen des postes autorisés soumis à un recrutement international qui ne sont pas pourvus : 7,6 %

1.1.3 Pourcentage annuel moyen de femmes parmi le personnel civil recruté sur le plan international (2018/19 : 30 % ; 2019/20 : 24 % ; 2020/21 : ≥ 38 %)

Pourcentage annuel moyen de femmes parmi le personnel civil recruté sur le plan international : 31 %

Ce pourcentage moindre que prévu s'explique en partie par les difficultés rencontrées depuis toujours pour attirer des femmes dans les conditions de travail propres à la Somalie

1.1.4 Nombre moyen de jours civils nécessaires au recrutement sur une liste de réserve, de la publication de l'avis de vacance de poste à la sélection des candidats, pour les postes de classe P-3 à D-1 et FS-3 à FS-7 (2018/19 : sans objet applicable ; 2019/20 : 110 ; 2020/21 : ≤ 78)

Nombre moyen de jours civils nécessaires au recrutement sur une liste de réserve, de la publication de l'avis de vacance de poste à la sélection des candidats, pour les postes de classe P-3 à D-1 et FS-3 à FS-7 : 140 jours

Le nombre de jours plus élevé que prévu s'explique principalement par le fait que les procédures de recrutement se sont ralenties à partir de mars 2020 en raison de la pandémie de COVID-19

1.1.5 Nombre moyen de jours civils nécessaires au recrutement par voie d'avis de vacance de poste spécifiques, de la publication de l'avis à la sélection des candidats, pour les postes de classe P-3 à D-1 et FS-3 à FS-7 (2018/19 : sans objet ; 2019/20 : ≤ 130 jours ; 2020/21 : ≤ 120)

Nombre moyen de jours civils nécessaires au recrutement par voie d'avis de vacance de poste spécifiques, de la publication de l'avis à la sélection des candidats, pour les postes de classe P-3 à D-1 et FS-3 à FS-7 : 600 jours

Le nombre plus élevé de jours que prévu s'explique en partie par le ralentissement du recrutement lié à la pandémie de COVID-19 et en partie par les vacances de postes à la Section des ressources humaines

1.1.6 Note globale sur le tableau de bord environnemental de l'Administration (2018/19 : 78 ; 2019/20 : 77 ; 2020/21 : 100)

Note globale sur le tableau de bord environnemental de l'Administration

La note est moins élevée que prévu, car le BANUS n'a pas été en mesure de procéder à des évaluations des risques dans certains sites en raison des interdictions de

	voyager imposées dans le contexte de la pandémie de COVID-19
1.1.7 Pourcentage de problèmes liés à l'informatique et aux communications réglés dans les délais fixés en fonction du degré de gravité (grave, moyennement grave, pas grave) (2018/19 : 86 % ; 2019/20 : 91 % ; 2020/21 : ≥ 85 %)	Pourcentage de problèmes liés à l'informatique et aux communications réglés dans les délais fixés en fonction du degré de gravité (grave, moyennement grave, pas grave) : 84 %
1.1.8 Respect de la politique de gestion des risques concernant la sécurité du travail sur le terrain (2018/19 : 90 % ; 2019/20 : 100 % ; 2020/21 : 100 %)	Respect de la politique de gestion des risques concernant la sécurité du travail sur le terrain : 100 %
1.1.9 Note globale concernant l'indice de performance de l'Administration en matière de gestion du matériel, sur la base de 20 indicateurs clés de résultats (2018/19 : 1 922 ; 2019/20 : 1 972 ; 2020/21 : $\geq 1 800$)	Note globale concernant l'indice de performance de l'Administration en matière de gestion du matériel : 1 956
1.1.10 Écart par rapport au plan de gestion de la demande : quantités prévues, commandes passées en temps voulu, délais de livraison (2018/19 : 20 % ; 2019/20 : 12 % ; 2020/21 : ≤ 20 %)	Écart par rapport au plan de gestion de la demande : quantités prévues, commandes passées en temps voulu, délais de livraison : 5,4 %
1.1.11 Pourcentage, au 30 juin, de membres des contingents dont l'hébergement est fourni par l'ONU et est conforme aux normes, comme prévu dans les mémorandums d'accord (2018/19 : 100 % ; 2019/20 : 100 % ; 2020/21 : 100 %)	Pourcentage, au 30 juin, de membres des contingents dont l'hébergement est fourni par l'ONU et est conforme aux normes, comme prévu dans les mémorandums d'accord : 100 %
1.1.12 Respect par les fournisseurs des normes de l'ONU relatives à la livraison et à la qualité des rations ainsi qu'à la gestion des stocks (2018/19 : 98 % ; 2019/20 : 97 % ; 2020/21 : ≥ 95 %)	Respect par les fournisseurs des normes de l'ONU relatives à la livraison et à la qualité des rations ainsi qu'à la gestion des stocks : 97 %
1.1.13 Capacité d'atténuation de la menace que représentent les engins explosifs improvisés et de neutralisation des explosifs et munitions, en appui à l'AMISOM et aux opérations conjointes de l'AMISOM et des forces de sécurité somaliennes, conformément au plan de transition (2018/19 : 18 équipes ; 2019/20 : 20 équipes ; 2020/21 : 20 équipes)*	Le Service de la lutte antimines a mis à disposition 4 équipes polyvalentes, 6 équipes de détection des mines et 20 équipes de détection des mines terrestres*
1.1.14 Pourcentage des engagements du pacte du BANUS avec l'AMISOM respectés (2018/19 : 80 % ; 2019/20 : 80 % ; 2020/21 : ≥ 90 %)*	Pourcentage des engagements du pacte du BANUS avec l'AMISOM respectés : 100 %*

1.1.15 Services de communication stratégique et d'information fournis de façon continue à l'appui de la réalisation des mandats de l'AMISOM, de la MANUSOM et du BANUS, vérifiables par leur présence dans la zone d'opérations et par des indicateurs de résultats contractuels atteignant 100 % (2018/19 : sans objet ; 2019/20 : 85 % ; 2020/21 : 100 %)*

Services de communication stratégique et d'information fournis de façon continue à l'appui de la réalisation des mandats de l'AMISOM, de la MANUSOM et du BANUS, vérifiables par leur présence dans la zone d'opérations et par des indicateurs de résultats contractuels atteignant 100 % : 100 %*

Produits prévus	Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre		Observations
Amélioration des services			
Exécution du plan d'action pour l'environnement dans la zone d'opérations, conformément à la stratégie environnementale de l'Administration	Oui	Le BANUS a continué d'intervenir dans les cinq piliers de la stratégie environnementale de l'Administration, à savoir l'énergie, l'eau et les eaux usées, les déchets solides, les pratiques ayant une incidence plus générale et les systèmes de gestion de l'environnement	
Appui à la mise en œuvre de la stratégie et du plan détaillé de gestion de la chaîne d'approvisionnement de l'Administration	Oui	Le BANUS a mis en œuvre le plan détaillé de gestion de la chaîne d'approvisionnement dans son intégralité ainsi que toutes les directives énoncées dans les documents fournis à ce jour par le Département de l'appui opérationnel. La stratégie en matière de chaîne d'approvisionnement a été pleinement adoptée et appliquée, et a été adaptée en fonction des opérations propres à la mission	
Contrôle de la gestion des risques liés à la sécurité et à la santé au travail au siège du BANUS et aux états-majors de secteur	Oui	Le BANUS a exercé un contrôle efficace de la gestion des risques liés à la santé et à la sécurité au travail au siège du BANUS et aux états-majors de secteur, en procédant à des évaluations des risques et en adoptant des mesures d'atténuation	

Services de transport aérien

Exploitation et entretien de 20 appareils (6 avions et 14 hélicoptères)	23	Le BANUS a assuré l'exploitation et l'entretien de 23 appareils (6 avions et 17 hélicoptères)	
Fourniture d'un total de 16 956 heures de vol prévues (12 854 par des prestataires commerciaux et 4 102 par des prestataires militaires) pour tous types de services (transport de passagers, fret, patrouilles et observation, recherches et sauvetage et évacuations sanitaires primaires et secondaires)	12 056	Le BANUS a mis à disposition des heures de vol pour tous les types de services (transport de passagers, fret, patrouilles et observation, recherche et sauvetage et évacuations sanitaires primaires et secondaires), dont :	
	10 243	Heures assurées par des prestataires commerciaux	
	1 813	Heures assurées par des prestataires militaires	
		Le nombre d'heures de vol effectives, moins élevé que prévu, s'explique principalement par	

Contrôle du respect des normes de sécurité aérienne pour 20 appareils et 147 aérodromes et sites d'atterrissage

les restrictions résultant de la pandémie de COVID-19

Le BANUS a assuré le contrôle du respect des normes de sécurité aérienne pour :

23 Aéronefs

148 Aérodromes et sites d'atterrissage

Budget, finances et communication de l'information

Fourniture de services budgétaires, financiers et comptables pour un budget de 558,5 millions de dollars, dans la limite des pouvoirs délégués

Oui Des services budgétaires, financiers et comptables concernant un budget approuvé de 550,6 millions de dollars ont été fournis dans la limite des pouvoirs délégués

Services relatifs au personnel civil

Fourniture, dans la limite des pouvoirs délégués, de services de gestion des ressources humaines à un effectif maximal autorisé de 577 civils (368 agents recrutés sur le plan international, 189 agents recrutés sur le plan national et 20 Volontaires des Nations Unies), notamment d'un appui en ce qui concerne le traitement des indemnités, prestations et avantages, le recrutement, la gestion des postes, l'établissement du budget et la gestion de la performance

Oui En moyenne, le BANUS a fourni des services de gestion des ressources humaines à :

496 Membres du personnel civil

340 Agents recrutés sur le plan international

140 Agents recrutés sur le plan national

16 Volontaires des Nations Unies

Le recul du nombre de produits s'explique par des taux de vacance de postes plus élevés que prévu pour le personnel civil

Organisation d'activités de formation dans la zone de la mission (bénéficiaires : 577 membres du personnel civil) et appui à la formation organisée à l'extérieur de la zone de la mission (bénéficiaires : 250 membres du personnel civil)

Recommandation partiellement appliquée

Le BANUS a organisé des activités de formation dans la zone de la mission pour 354 membres du personnel civil. Il n'y a pas eu de formation organisée à l'extérieur de la zone de la mission en raison des restrictions de déplacement dues à la COVID-19

Services d'ingénierie et de gestion des installations et des infrastructures

Services d'entretien et de réparation portant sur 134 installations de la mission réparties entre 7 sites

Oui Le BANUS a fourni des services d'entretien et de réparation portant sur 134 installations de la mission réparties entre 7 sites

Exécution de 10 projets de construction, de rénovation et d'aménagement, y compris des travaux de sécurisation des centres de secteur à Kismayo, à Jawhar, à Baidoa, à Beledweyne et à Dhooale et l'achèvement d'une base de soutien à Mombasa

Oui Au cours de la période 2020/21, en raison de la pandémie de COVID-19, la majorité des projets de construction ont été retardés. Malgré tout, le BANUS a pu réaliser environ 80 % des travaux prévus à Mogadiscio (1 projet) et 47 % des travaux prévus dans les secteurs (5 projets). Les projets partiellement achevés sont les suivants :

a) La construction d'unités d'hébergement conteneurisées conformes aux normes et à couverture renforcée, à Baidoa (en voie d'achèvement), et à Jawhar, Kismaayo et Beledweyne (retardée) ;

	<p>b) Des travaux de mise à niveau de la sécurité (achevés à 80 %) ;</p> <p>c) Le forage de puits (non réalisé en raison de problèmes de sécurité et de difficultés d'accès aux sites de forage) ;</p> <p>d) La réparation de la piste de Baidoa (achevée à 30 %)</p> <p>Le déménagement d'installations à l'aéroport international Aden Adde n'a pas commencé pendant la période considérée</p> <p>Les retards sont principalement dus aux restrictions imposées à l'entrée du personnel des contractants dans les camps du BANUS et aux problèmes de sécurité liés à l'achat de matériel et d'équipement</p> <p>La priorité est toujours accordée aux projets essentiels et aux projets qui empêchent la propagation de la COVID-19</p>
Exploitation et entretien de 425 groupes électrogènes appartenant à l'ONU et de 1 site de production d'énergie solaire	Oui Le BANUS a exploité et entretenu 425 groupes électrogènes appartenant à l'ONU et 1 site de production d'énergie solaire
Exploitation et entretien de 47 stations d'épuration appartenant à l'ONU, réparties sur 7 sites, et de 180 installations de purification de l'eau appartenant à l'ONU, réparties sur 60 sites	Oui Le BANUS a exploité et entretenu 47 stations d'épuration des eaux usées appartenant à l'ONU réparties sur 7 sites et 228 installations de purification de l'eau appartenant à l'ONU réparties sur 62 sites
Fourniture de services de gestion des déchets, y compris de collecte et d'élimination des déchets liquides et solides, dans 150 sites	<p>Oui Le BANUS a fourni des services de gestion des déchets, y compris de collecte et d'élimination des déchets liquides et solides, dans 131 sites, répartis sur 7 emplacements. En outre, sur trois sites, à Nairobi, Garoowe et Hargeisa, la gestion des déchets fait partie de la composante location des installations</p> <p>En raison de la pandémie de COVID-19 et des ressources limitées disponibles, le BANUS n'a pas procédé à l'incinération des déchets solides</p>
Exploitation et entretien de 38 cuisines de campagne appartenant à l'ONU, réparties sur 45 sites	<p>Oui Le BANUS a exploité et entretenu 37 cuisines de campagne appartenant à l'ONU, réparties sur 32 sites</p> <p>L'exploitation et l'entretien d'une cuisine en moins s'expliquent par les relocalisations et la fermeture de bases par l'AMISOM</p>
Fourniture d'un soutien génie à l'AMISOM (approvisionnement en fournitures pour la défense des périmètres et alimentation en eau et en électricité) dans un maximum de 86 bases opérationnelles avancées dans 6 secteurs	Oui Le BANUS a mis à la disposition de l'AMISOM des fournitures pour la défense des périmètres dans 69 bases opérationnelles avancées dans 6 secteurs et a assuré l'approvisionnement en eau et en électricité de

Mise à disposition de 1 450 logements individuels conformes aux normes dans 6 secteurs et au camp de Mogadiscio	Recommandation partiellement appliquée	<p>81 bases opérationnelles avancées dans 6 secteurs</p> <p>Le BANUS a mis à disposition 468 logements individuels conformes aux normes dans 2 secteurs et au camp de Mogadiscio</p> <p>Les retards ont été imputables aux restrictions imposées à l'entrée du personnel des contractants dans les camps des Nations Unies et aux retards dans la livraison des matériaux et du mobilier</p>
---	--	--

Gestion du carburant

Gestion de l'approvisionnement et du stockage de 36,6 millions de litres de carburant (12,23 millions pour les opérations aériennes, 114 300 pour les opérations maritimes ou fluviales, 5,1 millions (diesel) pour les transports terrestres et 19,2 millions pour les groupes électrogènes et d'autres installations) et de lubrifiants dans les points de distribution et les installations de stockage répartis sur 12 sites	31,8 millions	De litres de carburant ont été distribués et stockés dans des points de distribution et installations de stockage répartis sur 12 sites, dont :
	9,6 millions	De litres pour les opérations aériennes
	0,1 million	De litres pour les transports maritimes ou fluviaux
	4,0 millions	De litres pour les transports terrestres
	18,1 millions	De litres pour les groupes électrogènes et d'autres installations
		La baisse du nombre de produits s'explique principalement par un nombre d'heures de vol inférieur aux prévisions, par le recours aux moyens de transport terrestres et maritimes et par l'utilisation de carburant pour générateur dans les installations et infrastructures, le tout en raison de la pandémie de COVID-19

Technologies géospatiales, informatique et télécommunications

Fourniture de 19 répéteurs-émetteurs à ultra-haute fréquence, de 4 398 radios en réseau multiplex, dont 3 635 radios portatives, 558 radios mobiles pour véhicules et 205 radios fixes, et fourniture de services d'appui connexes		Le BANUS a fourni le matériel ci-après ainsi que des services d'appui connexes :
	25	Répéteurs-émetteurs à ultra-haute fréquence
	4 398	Radios en réseau multiplex et radios portatives
	558	Radios mobiles pour véhicules
	205	Radios à haute fréquence
Exploitation et entretien de 3 stations de radio FM et de 2 studios de production	Oui	Le BANUS a exploité et entretenu 3 stations de radio FM et 2 studios de production
Exploitation et maintenance d'un réseau de téléphonie, de télécopie, de visioconférence et d'échange de données, y compris de 22 microterminaux VSAT, de 1 central téléphonique		Le BANUS a assuré l'exploitation et la maintenance de son réseau de téléphonie, de télécopie, de visioconférence et d'échange de données, notamment de :

et de 60 liaisons hertziennes, et gestion de 180 forfaits pour téléphone satellitaire et de 1 224 forfaits pour téléphones mobiles

Fourniture, sur 30 sites, de 1 693 ordinateurs et de 213 imprimantes pour un effectif moyen de 2 099 utilisateurs civils et en tenue, permettant notamment aux membres des contingents de travailler sur le terrain, et fourniture de services d'appui connexes et d'autres services communs

Fourniture de services d'appui et de maintenance pour 33 réseaux locaux et réseaux étendus, dans 30 sites

Analyse de données géospatiales portant sur une superficie de 600 000 km², mise à jour des couches topographiques et thématiques et production de 300 cartes

Opérations maritimes ou fluviales

Exploitation et entretien de 19 navires et de 33 moteurs hors-bord pour patrouiller les côtes afin d'assurer la sécurité du BANUS, de la MANUSOM, de l'AMISOM et des autres occupants du complexe de l'aéroport international de Mogadiscio

Services médicaux

Supervision de 21 dispensaires de niveau I et de 4 dispensaires/installations médicales de niveau II répartis sur 25 sites en Somalie

Suivi des relations contractuelles avec 6 hôpitaux de niveau III et 1 hôpital de niveau IV en Afrique du Sud

Maintien des dispositifs d'évacuation terrestre et aérienne pour l'ensemble de la mission et maintien d'une équipe d'évacuation sanitaire aérienne composée de 14 membres aux fins des évacuations sanitaires à l'intérieur et à l'extérieur du territoire somalien, selon que de besoin

24 Microterminaux VSAT

65 Liaisons hertziennes

180 Téléphones satellitaires

1 224 Forfaits pour téléphones mobiles

Le BANUS a fourni des services d'appui pour permettre aux membres des contingents de travailler sur le terrain ainsi que d'autres services communs aux utilisateurs finaux sur 30 sites, notamment :

1 693 Ordinateurs destinés au personnel

213 Imprimantes destinées au personnel

Oui Le BANUS a fourni des services d'appui et de maintenance pour 30 réseaux locaux (15 nouveaux) et 1 réseau étendu, dans 30 sites

Oui Le BANUS a analysé des données géospatiales portant sur une superficie de 600 000 km², mis à jour des couches topographiques et thématiques et produit 234 cartes

Oui Le BANUS a assuré l'exploitation et la maintenance de 6 navires et de 23 moteurs hors-bord pour patrouiller les côtes et assurer ainsi la sécurité du BANUS, de la MANUSOM, de l'AMISOM et des autres occupants du complexe de l'aéroport international Aden Adde

Le BANUS a procédé à l'acquisition de 5 navires de remplacement afin d'appuyer les opérations de l'AMISOM

Le BANUS a déclassé un moteur hors-bord et deux autres étaient en passe de l'être

Oui Le BANUS a supervisé 21 unités médicales de niveau I et de 4 unités médicales de niveau II réparties sur 25 sites en Somalie

Oui Le BANUS a assuré le suivi des relations contractuelles avec 6 hôpitaux de niveau III à Nairobi. Des relations contractuelles doivent encore être établies avec un hôpital de niveau IV en Afrique du Sud

Oui Le BANUS a assuré la bonne marche des dispositifs d'évacuation terrestre et aérienne pour l'ensemble de la mission ainsi que d'une équipe d'évacuation sanitaire aérienne composée de 14 membres aux fins des évacuations sanitaires à l'intérieur et à

	l'extérieur du territoire somalien, selon que de besoin
Exploitation et entretien de centres offrant à l'ensemble du personnel des services confidentiels de conseil et de dépistage du VIH	Oui Le BANUS a exploité et entretenu des centres offrant à l'ensemble du personnel des services confidentiels de conseil et de dépistage du VIH
Mise en place de programmes de sensibilisation de l'ensemble du personnel à la question du VIH/sida, notamment au moyen de la communication d'informations entre collègues	Oui Le BANUS a mis en place des programmes de sensibilisation de l'ensemble du personnel à la question du VIH/sida, notamment au moyen de la communication d'informations entre collègues, minimisant ainsi l'incidence de la COVID-19 sur les efforts de prévention du VIH/sida
Formation de 500 membres du personnel médical de l'AMISOM dans le cadre d'une éducation médicale permanente	Oui Le BANUS a formé 500 membres du personnel médical de l'AMISOM en utilisant des moyens virtuels afin de se conformer aux protocoles de prévention de la COVID-19. L'éducation médicale permanente a été renforcée par des présentations hebdomadaires en ligne à l'intention de toutes les équipes médicales de l'AMISOM et du Bureau dans tous les secteurs, des experts médicaux étant sollicités pour assurer ces présentations

Sécurité

Fourniture de services de sécurité 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 sur les sites suivants : Base d'appui de Mombasa, aéroport Wilson de Nairobi, Mogadiscio, Kismayo, Baidoa, Beledweyne et Jawhar	Oui Le BANUS a assuré des services de sécurité 24 heures sur 24 sur les sites suivants : Base d'appui de Mombasa, Mogadiscio, Kismayo, Baidoa, Beledweyne, Jawhar et Office des Nations Unies à Nairobi. Aucun service n'a été fourni à l'aéroport Nairobi Wilson, car le bureau y a été fermé pendant la période considérée 2018/19
Fourniture de services de protection rapprochée à 1 haut(e) fonctionnaire de l'ONU et aux personnalités en visite	Oui Le BANUS a fourni des services de protection rapprochée à 1 haut fonctionnaire de l'ONU et aux personnalités en visite
Coordination des déplacements des convois terrestres pour le personnel du Bureau se rendant dans différents sites de l'AMISOM, au moins deux fois par jour ouvrable	Oui Le BANUS a coordonné les déplacements des convois terrestres pour son personnel se rendant dans différents sites de l'AMISOM ainsi que de nombreuses missions aériennes
Organisation d'un total de 275 séances de sensibilisation à la sécurité à l'intention du personnel de la mission et fourniture de 12 programmes de formation sur la sécurité et la sûreté en mission	Oui Le BANUS a organisé 141 séances de sensibilisation à la sécurité à l'intention du personnel de la mission, mais n'a pas mené de programmes de formation sur la sécurité et la sûreté en mission
	La diminution du nombre de réunions d'information et de formations est due à la baisse du nombre de membres du personnel dans la zone du BANUS, principalement en raison de la COVID-19

Diffusion de 55 avis de sécurité et rapports d'incidents hebdomadaires à l'ensemble du personnel du Bureau

Oui Le BANUS a diffusé 55 avis de sécurité et rapports d'incidents hebdomadaires à l'ensemble du personnel du Bureau

Fourniture d'un soutien en matière de sécurité dans les sites de Bureau à Mogadiscio et dans les secteurs

Oui Le BANUS a assuré un soutien 24 heures sur 24 en matière de sécurité dans ses sites à Mogadiscio et dans les secteurs

Gestion de la chaîne d'approvisionnement

Fourniture, dans la limite des pouvoirs délégués, d'un appui à la planification et à la recherche de fournisseurs aux fins de l'achat de biens et de produits de base d'un montant estimatif de 420 millions de dollars

Oui Le BANUS a fourni, dans la limite des pouvoirs délégués, un appui à la planification et à la recherche de fournisseurs aux fins de l'achat de biens et de produits de base d'un montant estimatif de 392,3 millions de dollars

Les acquisitions inférieures aux prévisions sont dues à la pandémie de COVID-19

Réception, gestion et distribution ultérieure de 16 686 tonnes de marchandises dans la zone d'opérations du Bureau, dont 3 247 tonnes de marchandises transportées par voie aérienne, 10 543 mètres cubes de marchandises en vrac et 2 896 tonnes de marchandises en conteneurs

Oui Le BANUS a distribué 14 922 tonnes de marchandises dans sa zone d'opérations, dont 2 698 tonnes de marchandises transportées par voie aérienne, 8 772 tonnes de marchandises en vrac et 2 537 tonnes de marchandises en conteneurs

Le volume moins important que prévu de marchandises distribuées s'explique par la pandémie de COVID-19

Dans la limite des pouvoirs délégués, gestion et comptabilisation des immobilisations corporelles, des stocks avec ou sans valeur marchande et des équipements dont la valeur est inférieure au seuil d'immobilisation, d'un coût historique total de 420 millions de dollars, et communication de l'information y relative

Oui Dans la limite des pouvoirs délégués, le BANUS a géré les immobilisations corporelles, les stocks avec ou sans valeur marchande et les équipements d'une valeur inférieure au seuil d'immobilisation, d'un coût total de 422 millions de dollars au 30 juin 2021, et s'est occupé de la comptabilité et de la communication de l'information y relatives

Exploitation d'entrepôts et de sites de stockage, facilitation de la planification des stocks et fourniture de services connexes sur sept sites (Mogadiscio, Baidoa, Beledweyne, Jawhar, Kismayo, Mombasa et Nairobi)

Oui Le BANUS a fourni des services pour l'exploitation d'entrepôts et de sites de stockage, a facilité la planification des stocks et a assuré des services connexes sur 7 sites

Services relatifs au personnel en tenue

Déploiement, relève et rapatriement d'un effectif maximum autorisé de 18 586 membres des contingents, de 240 membres de la police et de 800 membres d'unités de police constituées de l'AMISOM ainsi que de 70 militaires des Nations Unies

Oui Le BANUS a assuré la relève de 12 347 militaires de l'AMISOM hors de Somalie et le déploiement de 13 674 militaires de la Mission en Somalie ; la relève de 189 membres de la police de l'AMISOM hors de Somalie et le déploiement de 191 policiers/policières de la Mission en Somalie ; et la relève de 476 membres des unités de police constituées de l'AMISOM hors de Somalie et le déploiement de 611 membres de ces unités en Somalie

Le nombre inférieur à celui prévu de membres de personnel concernés par la relève

Inspection et vérification du matériel majeur appartenant aux contingents et contrôle du respect des normes relatives au soutien logistique autonome, et établissement de rapports à ce sujet, pour un effectif autorisé de 70 membres du personnel en tenue des Nations Unies et de 19 386 agents en tenue de l'AMISOM (militaires et membres d'unités de police constituées)

Fourniture et stockage de rations, y compris de combat, et d'eau pour un effectif moyen de 10 membres du personnel en tenue des Nations Unies et de 19 626 agents en tenue de l'AMISOM (militaires et membres d'unités de police constituées)

Facilitation du traitement des indemnités et des prestations pour un effectif moyen de 10 agents en tenue des Nations Unies, 19 626 agents en tenue de l'AMISOM (militaires et membres d'unités de police constituées) et 6 agents fournis par des gouvernements

Organisation de séances de formation (préalables au déploiement, dans les missions et en cours d'emploi) à l'intention de 3 100 militaires de l'AMISOM, notamment sur la sécurité aérienne, la lutte contre les incendies d'équipements d'aéronautique, le contrôle des mouvements, l'informatique et les communications, les rations, la restauration, le carburant, les fournitures générales, les transports, la logistique, la politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme, l'exploitation et les atteintes sexuelles, la déontologie et la discipline et la gestion de l'environnement

s'explique par le report d'une rotation de 1 500 personnes de février à juin 2021, puis à janvier 2022, et par le report d'une autre rotation de 3 281 personnes de janvier à mai 2021, puis à septembre 2021

Oui Le BANUS a procédé à l'inspection et à la vérification du matériel appartenant aux contingents, veillé au respect des normes relatives au soutien logistique autonome et établi des rapports à ce sujet, pour un effectif moyen de 10 membres du personnel en tenue des Nations Unies ainsi que pour 19 088 agents en tenue de l'AMISOM (militaires et unités de police constituées), dans tous les sites

Oui Le BANUS a pris en charge la fourniture et le stockage de 16 597 tonnes de rations alimentaires diverses et des 253 920 rations de combat pour un effectif moyen de 10 membres du personnel en tenue des Nations Unies et de 19 296 agents en tenue de l'AMISOM (militaires et membres d'unités de police constituées)

Oui Le BANUS a facilité le traitement des indemnités et des prestations pour un effectif moyen de 10 agents en tenue des Nations Unies, 19 296 agents en tenue de l'AMISOM et 4 agents fournis par des gouvernements

Oui Le BANUS a organisé des séances de formation pour 3 754 militaires de l'AMISOM, notamment sur la sécurité aérienne, la lutte contre les incendies d'équipements d'aéronautique, le contrôle des mouvements, l'informatique et les communications, les rations, le carburant, la restauration, les fournitures générales, les transports, la logistique, la politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme, l'exploitation et les atteintes sexuelles, la déontologie et la discipline et la gestion de l'environnement

En raison de la pandémie de COVID-19, des approches mixtes (modes présentiel et virtuel) ont été utilisées pour faciliter les activités de formation et de renforcement des capacités au cours de la période 2020/21.

Gestion des véhicules et services de transport terrestre

Exploitation et entretien de 822 véhicules appartenant à l'ONU (152 véhicules légers de transport de passagers, 175 véhicules à usage spécial, 3 ambulances, 63 véhicules blindés de transports de troupes, 55 véhicules blindés et 374 autres véhicules spécialisés, remorques, attelages et engins de manutention et du génie) et de 71 véhicules appartenant au Service de la lutte antimines, dans 6 ateliers en Somalie et 2 ateliers au Kenya

Réparation et entretien de 246 éléments de matériel appartenant aux partenaires (36 véhicules légers de transport de passagers, 80 véhicules à usage spécial, 4 ambulances, 104 véhicules blindés de transport de troupes, 20 autres véhicules spécialisés, remorques et attelages et 2 engins de manutention)

Exploitation de 708 engins de transport divers surveillés au moyen du Système CarLog

Services de transport local dispensés en moyenne par mois à 58 716 passagers à Mogadiscio, à 2 230 passagers à Mombasa et à 250 passagers à Nairobi

Le BANUS a exploité et entretenu du matériel appartenant à l'ONU et à des partenaires, comme indiqué ci-après :

782 Véhicules appartenant à l'ONU (160 véhicules légers, 174 véhicules à usage spécial, 18 ambulances, 59 véhicules blindés de transport de troupes, 57 véhicules blindés et 314 autres véhicules spécialisés, remorques, attelages spécialisés et engins de manutention)

63 Véhicules appartenant au Service de la lutte antimines

180 Véhicules appartenant aux contingents et aux partenaires (29 véhicules légers, 63 véhicules à usage spécial, 7 ambulances, 34 véhicules blindés de transport de troupes et 43 autres véhicules spécialisés, remorques et autres attelages)

La Section des transports du BANUS a fonctionné à 70 % de sa capacité en faisant appel à de la main-d'œuvre nationale, en raison des restrictions d'accès à la zone protégée de l'aéroport international Aden Adde

708 Éléments de matériel divers dont la surveillance est assurée au moyen du Système CarLog

Le BANUS a dispensé des services de transport local dans les lieux suivants (nombre moyen mensuel de passagers) :

24 367 Mogadiscio

28 Mombasa

85 Nairobi

Le moindre nombre de passagers a été attribuable à la pandémie de COVID-19

Réalisation escomptée 1.2 : Fourniture de services d'appui administratif, technique et logistique rapides, efficaces, efficients et adaptés à la MANUSOM

Indicateurs de succès prévus

1.2.1 Pourcentage des heures de vol approuvées qui ont été utilisées (à l'exclusion des opérations de recherche et de sauvetage et d'évacuation sanitaire secondaire et primaire) (2018 : 101 % ; 2019 : 93 % ; 2020 : 100 %)

Indicateurs de succès effectifs

Pourcentage des heures de vol approuvées par la MANUSOM qui ont été utilisées en 2020 (à l'exclusion des opérations de recherche et de sauvetage et des évacuations sanitaires primaires et secondaires) : 72 %
Le moindre nombre d'heures de vol s'explique par la pandémie de COVID-19

1.2.2 Pourcentage annuel moyen des postes autorisés soumis à un recrutement international qui ne sont pas pourvus (2018 : 6,8 % ; 2019 : 18 % ; 2020 : 7 %)

1.2.3 Nombre moyen de jours civils nécessaires au recrutement sur une liste de réserve, de la publication de l'avis de vacance de poste à la sélection des candidats, pour les postes de classe P-3 à D-1 et FS-3 à FS-7 (2018 : sans objet ; 2019 : 88 ; 2020 : ≤ 100)

1.2.4 Nombre moyen de jours civils nécessaires au recrutement par voie d'avis de vacance de poste spécifiques, de la publication de l'avis à la sélection des candidats, pour les postes de classe P-3 à D-1 et FS-3 à FS-7 (2018 : sans objet ; 2019 : 167 ; 2020 : ≤ 120)

1.2.5 Pourcentage de problèmes liés à l'informatique et aux communications réglés dans les délais fixés en fonction du degré de gravité (grave, moyennement grave, pas grave) (2018 : 86 % ; 2019 : 91,9 % ; 2020 : ≥ 90 %)

1.2.6 Pourcentage, au 30 juin, de membres des contingents dont l'hébergement est fourni par l'ONU et est conforme aux normes, comme prévu dans les mémorandums d'accord (2018 : 100 % ; 2019 : 100 % ; 2020 : 100 %)

1.2.7 Respect des normes de l'ONU relatives à la livraison et à la qualité des rations ainsi qu'à la gestion des stocks (2018 : 98 % ; 2019 : 97 % ; 2019/20 : ≥ 98 %)

1.2.8 Pourcentage des engagements du pacte du BANUS avec la MANUSOM respectés (2018 : 80 % ; 2019 : 100 % ; 2020 : 100 %)

À la MANUSOM, pourcentage annuel moyen des postes autorisés soumis à un recrutement international qui n'ont pas été pourvus en 2020 : 16,3 %

Le taux de vacance plus élevé s'explique essentiellement par le ralentissement du recrutement dans le contexte de la pandémie de COVID-19

Nombre moyen de jours civils nécessaires au recrutement sur une liste de réserve, de la publication de l'avis de vacance de poste à la sélection des candidats, pour les postes de classe P-3 à D-1 et FS-3 à FS-7 : 108

Le nombre de jours plus élevé que prévu s'explique principalement par le ralentissement des procédures de recrutement à partir de mars 2020 en raison de la pandémie de COVID-19

Nombre moyen de jours civils nécessaires au recrutement par voie d'avis de vacance de poste spécifiques, de la publication de l'avis à la sélection des candidats, pour les postes de classe P-3 à D-1 et FS-3 à FS-7 : 400 jours

Le nombre de jours plus élevé que prévu s'explique principalement par le ralentissement des procédures de recrutement à partir de mars 2020 en raison de la pandémie de COVID-19

Pourcentage de problèmes liés à l'informatique et aux communications rencontrés par la MANUSOM qui ont été réglés dans les délais fixés en fonction du degré de gravité (grave, moyennement grave, pas grave) : 92 %

Pourcentage, au 30 juin, de membres des contingents dont l'hébergement est fourni par l'ONU et est conforme aux normes, comme prévu dans les mémorandums d'accord : 100 %

Respect des normes de l'ONU relatives à la livraison et à la qualité des rations ainsi qu'à la gestion des stocks : 98 %

Pourcentage des engagements du pacte du BANUS avec la MANUSOM respectés en 2020 : 100 %

Produits prévus

Produit(s)
exécuté(s) : o
ui/non
ou nombre Observations

Services de transport aérien

Exploitation et entretien d'un total de 4 appareils (2 avions et 2 hélicoptères)

4 Des aéronefs (2 avions et 2 hélicoptères) ont été exploités et entretenus par le BANUS pour le compte de la MANUSOM

970 Des heures de vol effectives ont été fournies par des prestataires commerciaux à la

Fourniture d'un total prévu de 1 142 heures de vol par des prestataires commerciaux pour les vols de passagers et de marchandises

MANUSOM pour le compte du BANUS pour les vols de passagers et de marchandises

Le nombre d'heures de vol effectives moins élevé que prévu s'explique principalement par les restrictions résultant de la pandémie de COVID-19

Contrôle du respect des normes de sécurité aérienne pour 4 aéronefs

- 4 Des contrôles portant sur le respect des normes de sécurité aérienne ont été effectués par le BANUS sur des aéronefs pour le compte de la MANUSOM

Budget, finances et communication de l'information

Fourniture, dans la limite des pouvoirs délégués, de services budgétaires, financiers et comptables concernant un budget d'un montant net de 104,9 millions de dollars

- Oui Le BANUS a fourni à la MANUSOM des services budgétaires, financiers et comptables concernant un budget de 100,5 millions de dollars pour 2020, dans la limite des pouvoirs délégués

Services relatifs au personnel civil

Fourniture, dans la limite des pouvoirs délégués, de services de gestion des ressources humaines à un effectif maximal de 362 civils (184 agents recrutés sur le plan international, 129 agents recrutés sur le plan national, 38 Volontaires des Nations Unies, 3 titulaires d'emplois de temporaire (autres que pour les réunions) soumis à recrutement international et 8 titulaires d'emplois de temporaire (autres que pour les réunions) soumis à recrutement national), notamment d'un appui en ce qui concerne le traitement des indemnités, prestations et avantages, les voyages, le recrutement, la gestion des postes, l'établissement du budget, la formation et la gestion de la performance

- Oui En 2020, le BANUS a fourni, dans la limite des pouvoirs délégués, des services de gestion des ressources humaines à un effectif moyen de 271 membres du personnel civil de la MANUSOM (154 agents recrutés sur le plan international, 105 recrutés sur le plan national et 12 Volontaires des Nations Unies), notamment un appui direct en ce qui concerne le traitement des indemnités, prestations et avantages, les voyages, le recrutement, la gestion des postes, l'établissement du budget, la formation et la gestion de la performance

Services de gestion du carburant

Gestion de l'approvisionnement et du stockage de 4,8 millions de litres de carburant (1,3 million pour les opérations aériennes, 0,4 million pour les transports terrestres et 3,1 millions pour les groupes électrogènes et d'autres installations) et de lubrifiants dans les points de distribution et les installations de stockage répartis sur 5 sites

- Oui Le BANUS a fourni 4,8 millions de litres de carburant à la MANUSOM (0,6 million de litres pour les opérations aériennes, 0,7 million de litres pour les transports terrestres et 3,5 millions de litres pour les groupes électrogènes et d'autres installations) dans les points de distribution et les installations de stockage répartis sur 12 sites

Technologies géospatiales, informatique et télécommunications

Fourniture de 363 radios portatives et de 65 radios mobiles pour véhicules et fourniture de services d'appui connexes

- Oui Le BANUS a fourni 363 radios portatives au personnel de la MANUSOM ainsi que 65 radios mobiles pour véhicules et assuré des services d'appui connexes

Fourniture de 363 ordinateurs et de 77 imprimantes pour un effectif moyen de 363 utilisateurs civils et en tenue, ainsi que de 119 appareils permettant aux membres des contingents de travailler sur le terrain,

- Oui Le BANUS a fourni des services d'appui connexes et d'autres services communs pour 363 ordinateurs et 77 imprimantes destinés au personnel de la MANUSOM et 119 appareils

et fourniture de services d'appui connexes et d'autres services communs

permettant aux membres des contingents de travailler sur le terrain

Sécurité

Fourniture de services de protection rapprochée à 3 hauts fonctionnaires de l'ONU et aux personnalités en visite

Oui Le BANUS a fourni 24 h sur 24 et 7 jours sur 7 des services de protection rapprochée à 3 hauts fonctionnaires de l'ONU et aux personnalités en visite

Gestion de la chaîne d'approvisionnement

Fourniture, dans la limite des pouvoirs délégués, d'un appui à la planification et à la recherche de fournisseurs aux fins de l'achat de biens et de produits de base d'un montant estimatif de 43 millions de dollars

Oui Le BANUS a fourni, dans la limite des pouvoirs délégués, un appui à la planification et à la recherche de fournisseurs aux fins de l'achat de biens et de produits de base d'un montant estimatif de 41,9 millions de dollars pour la MANUSOM

Services relatifs au personnel en tenue

Déploiement, relève et rapatriement d'un effectif maximal autorisé de 625 membres des contingents, 14 membres de la police des Nations Unies et 23 agents fournis par des gouvernements

Oui Au total, 622 membres de l'Unité de gardes des Nations Unies relevant de la MANUSOM ont été déployés en Somalie, tandis que 548 autres ont été relevés et ont quitté le pays. Par ailleurs, 11 membres de la police des Nations Unies et 16 agents fournis par des gouvernements ont été relevés et ont quitté le pays à bord d'avions de ligne

Fourniture et stockage de rations, y compris de combat, et d'eau pour un effectif moyen de 625 membres des contingents

Oui Le BANUS a assuré la fourniture et le stockage de rations, y compris de combat, et d'eau pour un effectif moyen de 625 membres de l'Unité de gardes des Nations Unies relevant de la MANUSOM

Facilitation du traitement des indemnités et des prestations pour un effectif moyen de 625 militaires, 14 membres du personnel de police et 23 agents fournis par des gouvernements

Oui Le BANUS a facilité le traitement des indemnités et des prestations pour un effectif moyen de 625 membres de l'Unité de gardes des Nations Unies relevant de la MANUSOM, de 11 membres du personnel de police et de 16 agents fournis par des gouvernements

Gestion des véhicules et services de transport terrestre

Exploitation et entretien de 140 véhicules appartenant à l'ONU (55 véhicules légers, 8 véhicules à usage spécial, 2 véhicules blindés de transport de troupes, 73 véhicules blindés et 2 engins de manutention destinés aux camps de la MANUSOM)

Oui Le BANUS a exploité et entretenu 143 véhicules appartenant à l'ONU pour le compte de la MANUSOM, à savoir 60 véhicules légers, 8 véhicules à usage spécial, 2 véhicules blindés de transport de troupes, 71 véhicules blindés et 2 engins de manutention

III. Exécution du budget

A. Ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis ; exercice budgétaire allant du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021.)

Catégorie	Montant alloué (1)	Dépenses (2)	Écart	
			Montant (3) = (1) - (2)	Pourcentage (4) = (3)/(1)
Militaires et personnel de police				
Observateurs militaires	—	—	—	—
Contingents	128 741,1	143 213,7	(14 472,6)	(11,2)
Police de l'Union africaine	311,4	146,5	164,9	53,0
Unités de police constituées de l'Union africaine	7 606,9	7 794,2	(187,3)	(2,5)
Total partiel	136 659,4	151 154,4	(14 495,0)	(10,6)
Personnel civil				
Personnel recruté sur le plan international	77 657,8	76 365,2	1 292,6	1,7
Personnel recruté sur le plan national	6 973,9	7 291,2	(317,3)	(4,5)
Volontaires des Nations Unies	986,9	969,0	17,9	1,8
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	514,6	508,7	5,9	1,1
Personnel fourni par des gouvernements	231,0	180,1	50,9	22,0
Total partiel	86 364,2	85 314,2	1 050,0	1,2
Dépenses opérationnelles				
Observateurs électoraux civils	—	—	—	—
Consultants et services de consultants	1 163,0	152,6	1 010,4	86,9
Voyages officiels	1 795,2	1 010,1	785,1	43,7
Installations et infrastructures	93 914,9	94 744,2	(829,3)	(0,9)
Transports terrestres	18 816,8	13 693,1	5 123,7	27,2
Opérations aériennes	81 568,1	59 140,4	22 427,7	27,5
Opérations maritimes ou fluviales	190,3	1 820,9	(1 630,6)	(856,9)
Communications et informatique	41 412,9	40 925,1	487,8	1,2
Santé	16 674,1	13 142,3	3 531,8	21,2
Matériel spécial	—	—	—	—
Fournitures, services et matériel divers	72 049,7	64 518,4	7 531,3	10,5
Projets à effet rapide	—	—	—	—
Total partiel	327 585,0	289 147,1	38 437,9	11,7
Montant brut	550 608,6	525 615,7	24 992,9	4,5
Recettes provenant des contributions du personnel	7 338,9	7 842,6	(503,7)	(6,9)
Montant net	543 269,7	517 773,1	25 496,6	4,7
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	—	—	—	—
Total	550 608,6	525 615,7	24 992,9	4,5

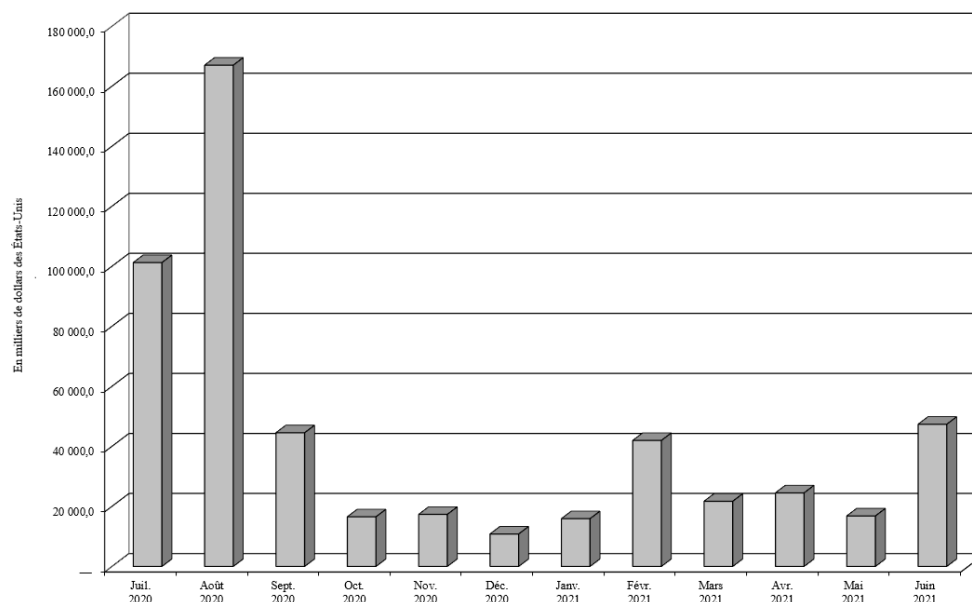
B. Récapitulatif des réaffectations de ressources

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Répartition initiale du montant approuvé</i>	<i>Ressources supplémentaires (ressources inutilisées)</i>	<i>Montants réaffectés</i>	<i>Répartition révisée</i>
I. Militaires et personnel de police	136 659,4	–	14 495,0	151 154,4
II. Personnel civil	86 364,2	–	–	86 364,2
III. Dépenses opérationnelles	327 585,0	–	(14 495,0)	313 090,0
Total	550 608,6	–	–	550 608,6
Pourcentage de réaffectations				2,6

58. Au cours de l'exercice considéré, des fonds ont été réaffectés à la catégorie I (Militaires et personnel de police), afin surtout de compenser des coûts relatifs au matériel majeur appartenant aux contingents supérieurs aux prévisions, lesquels tenaient au versement, aux pays fournisseurs de contingents, de fonds destinés à compenser l'endommagement de matériel lors d'actes d'hostilité, ainsi qu'à l'application rétroactive des coefficients de majoration voulus pour le matériel majeur appartenant aux contingents. Il a été possible de réaffecter des ressources de la catégorie III (Dépenses opérationnelles), grâce principalement à des dépenses inférieures aux prévisions au titre des rubriques suivantes : opérations aériennes, les heures de vol n'ayant pas été aussi nombreuses que prévu en raison de la pandémie de COVID-19 et les dépenses contractuelles relatives aux hélicoptères n'ayant pas atteint les montants attendus ; b) fournitures, services et matériel divers, en raison principalement de dépenses inférieures aux prévisions au titre de l'expédition des rations et de l'acheminement des acquisitions, à la suite de la pandémie de COVID-19 ; c) transports terrestres, en raison principalement d'un prix moyen du litre de carburant moins élevé que prévu et d'une consommation de carburant inférieure aux prévisions, ainsi que de besoins limités en matière de réparation et d'entretien du fait des restrictions liées à la COVID-19 ; d) santé, en raison principalement d'un nombre d'évacuations sanitaires et d'hospitalisations inférieur aux prévisions.

C. Évolution des dépenses mensuelles



59. Le pic constaté en juillet 2020 s'explique principalement par des engagements de dépenses supérieures aux prévisions au titre de la location d'aéronefs et des services de lutte antimines. Le pic constaté en août 2020 tient essentiellement à des engagements de dépenses plus élevés que prévu au titre des rations, du matériel majeur appartenant aux contingents et du soutien logistique autonome. Quant au pic constaté en juin 2021, il tient essentiellement à la nécessité d'engager des dépenses plus élevées que prévu pour les projets de construction en cours.

D. Autres produits et ajustements

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Montant</i>
Produit des placements	929,9
Recettes diverses ou accessoires	3 275,2
Contributions volontaires en espèces	—
Ajustements sur périodes antérieures	155,8
Annulation d'engagements d'exercices antérieurs	12 497,9
Total	16 858,8

E. Matériel appartenant aux contingents : matériel majeur et soutien logistique autonome

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Dépenses</i>		
Matériel majeur			
Observateurs militaires	—		
Contingents	59 299,6		
Unités de police constituées	3 938,0		
Total partiel	63 237,6		
Soutien logistique autonome			
Contingents	19 385,7		
Unités de police constituées	724,6		
Total partiel	20 110,3		
Total	83 347,9		
<i>Facteurs applicables à la Mission</i>	<i>Pourcentage</i> <i>Date d'entrée en vigueur</i> <i>Date du dernier examen</i>		
A. Facteurs applicables à la zone de la Mission			
Contraintes du milieu	1,9	1 ^{er} juillet 2017	1 ^{er} juillet 2019
Usage opérationnel intensif	3,8	1 ^{er} juillet 2017	1 ^{er} juillet 2019
Actes d'hostilité ou abandon forcé	6,0	1 ^{er} juillet 2017	1 ^{er} juillet 2019
B. Facteurs applicables aux pays d'origine			
Différentiel de transport	0,25-3,50		

F. Contributions non budgétisées

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Valeur</i>
Contributions prévues par l'accord sur le statut des forces ^a	110 316,2
Contributions volontaires en nature (non budgétisées)	—
Total	110 316,2

^a Valeur estimative des terrains fournis au BANUS par les autorités locales pour la Base de soutien logistique de Mombasa (0,8 million de dollars) et à différents endroits en Somalie (106,9 millions de dollars), exemptions de redevances d'aéroport, d'embarquement et de débarquement et de redevances de survol et de navigation accordées en Somalie (2,3 millions de dollars) et exemptions de taxes pour passagers aériens en Somalie (0,3 million de dollars).

IV. Analyse des écarts¹

	<i>Écart</i>	
Contingents	(14 472,6)	(11,2%)

60. Le dépassement de crédits s'explique principalement par des écarts au titre des rubriques suivantes : a) matériel appartenant aux contingents : écarts relatifs au matériel majeur, tenant principalement à la nécessité de rembourser aux pays fournisseurs de contingents de l'AMISOM du matériel majeur endommagé lors d'actes d'hostilité, à l'application rétroactive des coefficients de majoration voulus pour le matériel majeur appartenant aux contingents et à une plus grande disponibilité et un meilleur état de fonctionnement du matériel majeur ; b) matériel appartenant aux contingents : écarts relatifs au soutien logistique autonome, qui tiennent en grande partie à un déploiement plus important que prévu de capacités de soutien logistique autonome par les unités militaires de l'AMISOM ; c) fret et déploiement du matériel appartenant aux contingents : écarts s'expliquant par les difficultés logistiques rencontrées pour rapatrier par la route, pour des raisons de sécurité, du matériel appartenant aux contingents de deux unités militaires de l'AMISOM. Il a été en partie compensé par des dépenses inférieures aux prévisions au titre des voyages (déploiement, relève et rapatriement), conséquences du report de la relève de 4 781 membres du personnel militaire de l'AMISOM en raison des restrictions de voyage imposées pour lutter contre la COVID-19.

	<i>Écart</i>	
Police de l'Union africaine	164,9	53,0 %

61. L'existence d'un solde inutilisé tient essentiellement au report des activités de relève pour cause de COVID-19, au coût moins élevé que prévu des vols commerciaux utilisés aux fins de la relève et à des besoins en rations inférieurs aux prévisions grâce à l'utilisation des stocks existants.

	<i>Écart</i>	
Unités de police constituées de l'Union africaine	(187,3)	(2,5%)

62. Le dépassement de crédits s'explique principalement par des écarts au titre des rubriques suivantes : a) matériel appartenant aux contingents : écarts relatifs au matériel majeur, tenant à la plus grande disponibilité et au meilleur état de fonctionnement du matériel majeur ; b) matériel appartenant aux contingents : écarts relatifs au soutien logistique autonome, qui tiennent en grande partie à un déploiement plus important que prévu de capacités de soutien logistique autonome ; c) fret et déploiement du matériel appartenant aux contingents : écarts s'expliquant par les difficultés logistiques rencontrées pour rapatrier, pour des raisons de sécurité, du matériel appartenant aux contingents d'une unité de police constituée. Il a été en partie compensé par des dépenses inférieures aux prévisions au titre des rations, en raison d'un taux de vacance plus élevé que prévu dans les unités de police constituées (26 % contre 6 % inscrit au budget) et de l'utilisation des stocks existants.

	<i>Écart</i>	
Personnel recruté sur le plan international	1 292,6	1,7 %

¹ Les écarts, dont le montant est exprimé en milliers de dollars des États-Unis, sont analysés lorsqu'ils atteignent ± 5 % ou 100 000 dollars.

63. La sous-utilisation des crédits s'explique principalement par des dépenses moins élevées que prévu au titre de la prime de danger, des membres du personnel basés en Somalie ayant opté pour les modalités de travail exceptionnelles mises en place en raison de la COVID-19, ainsi qu'au titre des dépenses communes de personnel, les droits à prestations n'ayant pas atteint les montants attendus en raison du redéploiement de membres du personnel depuis des lieux d'affectation famille non autorisée vers des lieux d'affectation famille autorisée dans le cadre de la pandémie. Elle a été contrebalancée en partie par un taux de vacance de postes moins élevé que prévu pour le personnel recruté sur le plan international (7,6 % en moyenne, contre 9 % inscrit au budget).

	<i>Écart</i>	
Personnel recruté sur le plan national	(317,3)	(4,5%)

64. Le dépassement de crédits s'explique par : a) l'application, en Somalie, des recommandations formulées dans le cadre de l'enquête intérimaire sur les conditions d'emploi concernant le personnel recruté sur le plan national (augmentation de 4,7 % pour les administrateurs(trices) et de 11,5 % pour les agent(e)s des services généraux) ; b) l'application d'un barème révisé des traitements pour le personnel recruté sur le plan national au Kenya (augmentation de 0,6 %). Il a été compensé en partie par un taux de vacance de postes plus élevé que prévu pour le personnel recruté sur le plan national (27,5 % en moyenne, contre 9 % inscrit au budget).

	<i>Écart</i>	
Personnel fourni par des gouvernements	50,9	22%

65. La sous-utilisation des crédits s'explique principalement par le fait que les frais de voyage liés au déploiement et au rapatriement ont été inférieurs aux prévisions, en raison des restrictions imposées en matière de déplacements dans le cadre de la pandémie de COVID-19, ainsi que par un taux de vacance de postes supérieur aux prévisions (33,3 % en moyenne, contre 0 % inscrit au budget).

	<i>Écart</i>	
Consultants et services de consultants	1 010,4	86,9 %

66. La sous-utilisation des crédits tient essentiellement au fait que les activités de conseil qu'il était prévu de mener ont été annulées en raison des restrictions imposées dans le cadre de la pandémie de COVID-19.

	<i>Écart</i>	
Voyages officiels	785,1	43,7 %

67. La sous-utilisation des crédits s'explique principalement par le fait que tous les voyages officiels, y compris à des fins de formation, ont été suspendus en raison des restrictions imposées en matière de déplacements dans le cadre de la pandémie de COVID-19.

	<i>Écart</i>	
Installations et infrastructures	(829,3)	(0,9%)

68. Le dépassement de crédits est en grande partie imputable à des travaux de construction, de transformation, de rénovation et de gros entretien des locaux et a trait : a) à la réparation de la piste de Baidoa ; b) au réengagement de fonds depuis

des projets de construction datant de l'exercice 2019/20, qui n'avaient pas pu être achevés dans les temps en raison de la pandémie de COVID-19 ; c) au gros entretien d'infrastructures s'étant délabrées au fil du temps, telles que des toits, des passerelles, des canalisations et des lignes électriques ; d) à la fourniture de services de lutte contre les parasites et les vecteurs, afin que le camp tout entier soit protégé. Il a été en partie compensé par des dépenses inférieures aux prévisions au titre : a) des carburants et lubrifiants, du fait principalement que le prix moyen du litre de carburant a été moins élevé que prévu, de même que la consommation de carburant (1,1 million de litres ont été économisés grâce à des mesures de contrôle) ; b) des matériaux de construction et des fournitures pour la défense des périmètres, en raison surtout de la disponibilité de fournitures en suffisance dans les réserves et de l'apport, par la MINUAD, de matériel supplémentaire ; c) de l'acquisition de structures préfabriquées et de matériel d'hébergement et de réfrigération, les stocks déjà disponibles étant suffisants et la pandémie ayant entraîné des retards et des restrictions en matière de passation de marchés.

	<i>Écart</i>	
Transports terrestres	5 123,7	27,2 %

69. La sous-utilisation des crédits s'explique en grande partie par des dépenses inférieures aux prévisions au titre des carburants et lubrifiants – du fait principalement que le prix moyen du litre de carburant a été moins élevé que prévu, de même que la consommation de carburant (1,1 million de litres ont été économisés grâce à des mesures de contrôle), ainsi qu'à cause des restrictions en matière de mobilité imposées pour lutter contre la pandémie – et par des dépenses inférieures aux prévisions au titre des réparations et de l'entretien, en raison des restrictions liées à COVID-19. Elle a été contrebalancée en partie par l'achat de deux ambulances blindées, de deux chariots élévateurs à fourche et de quatre camions sans couchette, ainsi que par le remplacement de six véhicules comptabilisés en pertes et de deux citernes à eau.

	<i>Écart</i>	
Opérations aériennes	22 427,7	27,5 %

70. La sous-utilisation des crédits tient essentiellement à des dépenses moins élevées que prévu pour : a) la location et l'exploitation d'hélicoptères, en raison de coûts contractuels en la matière inférieurs aux prévisions, de la conclusion de nouveaux contrats concernant des hélicoptères d'évacuation sanitaire aérienne et trois hélicoptères de manœuvre, de la non-disponibilité d'un appareil et de la baisse, par rapport aux prévisions, du nombre d'heures de vol effectuées, pour cause de pandémie de COVID-19 ; b) la location et l'exploitation d'avions, en raison du remplacement du DHC-8-100 et de la résiliation du contrat relatif au DHC-8-Q400, ainsi que de la baisse, par rapport aux prévisions, du nombre d'heures de vol effectuées, pour cause de pandémie ; c) les équipements, en raison de retards dans le processus de passation de marchés et du transfert de deux autopompes et d'un chariot depuis d'autres missions ; d) les carburants et lubrifiants, le prix du litre de carburant d'aviation ayant été inférieur aux prévisions, tout comme, en raison de la pandémie, le nombre de vols effectués ; e) les redevances d'atterrissage et de manutention au sol, en raison principalement de la réduction, par rapport aux prévisions et compte tenu de la pandémie, du nombre de vols effectués et du retrait de deux avions de la flotte de la Mission.

	<i>Écart</i>	
Opérations maritimes ou fluviales	(1 630,6)	(856,9%)

71. Le dépassement de crédits s'explique principalement par l'achat de cinq bateaux gonflables et moteurs hors-bord destinés à l'AMISOM et de conteneurs maritimes destinés au transport de matériel et de fournitures des entrepôts des fournisseurs à la zone d'opérations du BANUS.

	<i>Écart</i>	
Communications et informatique	487,8	1,2 %

72. La sous-utilisation des crédits tient essentiellement à des dépenses moins élevées que prévu au titre : a) de l'entretien du matériel de communication et du matériel informatique, les dépenses relatives au système de détection et d'alerte ayant été comptabilisées au volet Services de sécurité de la rubrique Installations et infrastructures, et les dépenses relatives aux cartes n'ayant pas atteint les montants attendus ; b) des télécommunications et des services de réseaux, du fait principalement des modalités de travail à distance adoptées par le personnel en raison de la pandémie de COVID-19. Elle a été en partie contrebalancée par un dépassement de crédits au titre du matériel informatique et du matériel de communication, qui s'explique par la nécessité de remplacer du matériel de réseau obsolète et de mettre en place un nouveau système permettant d'assurer la sécurité des communications au sein de la Mission, ainsi qu'au titre des logiciels, licences et droits.

	<i>Écart</i>	
Santé	3 531,8	21,2 %

73. La sous-utilisation des crédits est principalement imputable à des dépenses moins élevées que prévu au titre : a) des services de santé, le BANUS ayant procédé à un nombre d'évacuations sanitaires secondaires vers des destinations autres que la Somalie inférieur aux prévisions, le nombre de personnes devant être hospitalisées dans des installations médicales de niveau III n'ayant pas atteint le niveau attendu et les fonds spécialement réservés aux cas d'hospitalisations durant les élections n'ayant pas eu à être utilisés ; b) des fournitures médicales, en raison principalement des problèmes de livraison entraînés par la pandémie de COVID-19 en matière de chaîne d'approvisionnement mondiale et de logistique. Elle a été en partie contrebalancée par l'augmentation, par rapport aux prévisions et compte tenu de la pandémie, des dépenses afférentes au matériel.

	<i>Écart</i>	
Fournitures, services et matériel divers	7 531,3	10,5 %

74. L'existence d'un solde inutilisé tient essentiellement à une sous-utilisation des crédits au titre du fret, en raison surtout de la conclusion d'un contrat clé en main concernant les rations, dont le transport à l'intérieur de la Somalie était auparavant assuré par des contractants tiers, pour lequel des crédits ont été prévus au titre des militaires et du personnel de police, ainsi que de la réduction, par rapport aux prévisions et compte tenu de la pandémie, du volume de biens achetés.

V. Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre

75. En ce qui concerne le financement de l'appui apporté à l'AMISOM, à la MANUSOM et aux forces de sécurité somaliennes lors des opérations menées conjointement avec l'AMISOM, et des autres activités immédiates liées à une future opération de maintien de la paix des Nations Unies, il conviendrait que l'Assemblée générale :

a) Se prononce sur l'affectation du solde inutilisé de la période budgétaire allant du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021, soit 24 992 900 dollars ;

b) Se prononce sur l'affectation des autres produits et le traitement des ajustements concernant l'exercice clos le 30 juin 2021, soit 16 858 800 dollars [produits des placements (929 900 dollars), produits divers ou accessoires (3 275 200 dollars) et annulation d'engagements d'exercices antérieurs (12 653 700 dollars)].

VI. Récapitulatif des mesures prises pour donner suite aux décisions et demandes formulées par l'Assemblée générale dans sa résolution 75/306

(Résolution 75/306)

Décision ou demande

Se dit de nouveau gravement préoccupée par la menace que la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) continue de représenter pour la vie, la santé et la sécurité, et souligne qu'il importe d'assurer la sûreté, la sécurité et la santé du personnel de maintien de la paix, notamment en utilisant des vaccins sûrs et efficaces pour le personnel civil et le personnel en tenue, de maintenir la continuité de l'exécution des mandats, dont la protection des civils, de réduire au minimum le risque que les activités des missions contribuent à la propagation du virus et, selon les possibilités, d'aider les autorités nationales, si elles en font la demande et dans le cadre des mandats prévus, à prendre des mesures pour lutter contre la COVID-19, en collaboration avec la coordonnatrice résidente ou le coordonnateur résident et les entités des Nations Unies présentes dans le pays (par. 5)

Prend note des mesures qui ont été adoptées pour atténuer les effets de la pandémie de COVID-19 sur les opérations de maintien de la paix, notamment pour permettre aux missions de continuer d'exécuter leur mandat tout en garantissant la santé et la sécurité du personnel de maintien de la paix et des populations locales dans les pays hôtes, et prie le Secrétaire général de faire figurer, dans son prochain rapport sur l'exécution du budget du Bureau d'appui des Nations Unies en Somalie et dans le projet de budget pour l'exercice suivant, des informations actualisées sur les conséquences de la pandémie, les enseignements tirés, les meilleures pratiques et les mesures prises par le Bureau d'appui pour améliorer sa préparation et sa résilience et collaborer avec les autorités du pays hôte et les acteurs régionaux et sous-régionaux dans le cadre de la lutte contre la pandémie (par. 6)

Note avec préoccupation les effets à moyen et à long terme de la pandémie de COVID-19 sur les pays, les régions et les sous-régions en proie à des conflits et souligne qu'il importe que les opérations de maintien de la paix des Nations Unies agissent, s'il y a lieu et dans la limite de leur mandat, en coordination avec les autorités nationales et les entités des Nations Unies pour promouvoir la reconstruction après les conflits, la consolidation de la paix et le relèvement après la pandémie dans les pays et régions en conflit, en particulier en Afrique (par. 7)

Souligne également l'importance que revêt la bonne exécution du budget de l'ensemble des opérations de maintien de la paix et prie le Secrétaire général de continuer d'appliquer les recommandations formulées par les organes

Mesures prises

On trouvera aux paragraphes 40 à 46 du présent rapport des informations sur les mesures prises par le Bureau d'appui pour lutter contre la pandémie de COVID-19

On trouvera aux paragraphes 40 à 46 du présent rapport des informations sur les mesures prises par le Bureau d'appui pour lutter contre la pandémie de COVID-19

On trouvera aux paragraphes 40 à 46 du présent rapport des informations sur les mesures prises par le Bureau d'appui pour lutter contre la pandémie de COVID-19

Le Bureau d'appui est conscient de l'importance que revêt la bonne exécution du budget et s'efforce d'appliquer les recommandations formulées par les organes de contrôle et

Décision ou demande

Mesures prises

de contrôle compétents, et d'éviter dans cette perspective les irrégularités de gestion et les pertes économiques connexes afin de garantir le plein respect du Règlement financier et des règles de gestion financière, tout en tenant compte comme il se doit des orientations et recommandations qu'elle-même a données, et de rendre compte de la question dans ses rapports sur l'exécution du budget de ces opérations (par. 26)

l'Assemblée générale lors de l'établissement et de l'exécution de ses budgets et de l'élaboration des rapports y afférents